A/63/5/Add.9

Nations Unies

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Rapport financier et états financiers vérifiés

de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-troisième session
Supplément n° 5I

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-troisième session
Supplément n° 5I

**Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime**

Rapport financier et états financiers vérifiés

**de l'exercice biennal
clos le 31 décembre 2007**

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Nations Unies • New York, 2008

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

ISSN 1020-2730

[21 juillet 2008]

Table des matières

Chapitre		*Page*
	Lettres d'envoi	v
I.	Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007	1
	A. Introduction	1
	B. Aperçu général	1
II.	Rapport du Comité des commissaires aux comptes	10
	Résumé	10
	A. Introduction	12
	1. Mandat, étendue des vérifications et méthode	12
	2. Coordination avec les services d'audit interne	13
	3. Principales recommandations	13
	B. Constatations et recommandations détaillées	13
	1. Suite donnée aux recommandations antérieures	13
	2. Aperçu général de la situation financière	15
	3. État des recettes et des dépenses	15
	4. Structure budgétaire	18
	5. Contributions en nature	19
	6. Partenaires d'exécution	19
	7. Dépenses de personnel	20
	8. Comptes bancaires	21
	9. Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique	22
	10. Prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite	24
	11. Préparation de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)	24
	12. Gestion des biens durables	24
	13. Consultants, experts et personnel temporaire	25
	14. Progiciels de gestion intégrés	26
	15. Audit interne	26

16. Passation par profits et pertes et cessions 27

17. Versements à titre gracieux 27

18. Cas de fraude ou de présomption de fraude 27

C. Remerciements 28

Annexe

État d'avancement de l'application des recommandations formulées par le Comité pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005. 29

III. Opinion des commissaires aux comptes 31

IV. Certification des états financiers 32

V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. 33

Abréviations. 33

État I. État récapitulatif des recettes et des dépenses et variation des réserves et du solde des fonds 34

État II. État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds au 31 décembre 2007. 35

État III. Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : recettes et dépenses et variation des réserves et du solde des fonds 36

État IV. Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2007 38

État V. Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale : recettes, dépenses et variation des réserves et du solde des fonds 40

État VI. Fonds des Nations Unies pour la prévention et la justice pénale : actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2007. 42

État VII. État récapitulatif des flux de trésorerie 43

Tableau 1. Récapitulatif et classement chronologique des contributions annoncées et des contributions versées au 31 décembre 2007. 45

Tableau 2. Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : contributions versées et contributions annoncées au 31 décembre 2007 48

Tableau 3. Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale : contributions versées et contributions annoncées au 31 décembre 2007 53

Tableau 4. Récapitulatif du budget et des dépenses 57

Tableau 5. Récapitulatif des dépenses d'appui aux programmes par agent d'exécution et par source de financement 59

Notes relatives aux états financiers 63

Lettres d'envoi

Le 18 avril 2008

Conformément aux résolutions 46/185 C et 61/252 de l'Assemblée générale, en date, respectivement, du 20 décembre 1991 et du 22 décembre 2006, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale relatifs à l'exercice biennal 2004-2005 clos le 31 décembre 2007.

Copies de ces états sont également communiquées à la Commission des stupéfiants, à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Le Directeur exécutif
de l'Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime
(*Signé*) Antonio Maria **Costa**

Monsieur le Président
du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
New York

Le 30 juin 2008

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007.

Le Premier président de la Cour des comptes de la France,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Philippe **Séguin**

Monsieur le Président
de l'Assemblée générale des Nations Unies
New York

Chapitre I
Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007

A. Introduction

1. Les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, établi en application de la résolution 45/179 de l'Assemblée générale, et du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, établi en application de la résolution 46/152 de l'Assemblée générale, pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 ont été établis conformément à la disposition 106.10 du Règlement financier et des règles de gestion financières de l'ONU et à l'article XV du Règlement financier du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.

2. Conformément aux résolutions 46/185 C et 61/252 de l'Assemblée générale, le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est responsable des comptes des Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime et est tenu à ce titre de présenter ces comptes et les états financiers correspondants au Comité des commissaires aux comptes, à la Commission des stupéfiants, à la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale et à l'Assemblée générale.

3. Les états financiers pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 présentent des comptes globaux pour les deux fonds, du Programme de lutte contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime, et des comptes distincts pour chacun des deux fonds. Les principales conventions comptables utilisées pour établir lesdits états financiers sont récapitulées dans les notes y afférentes. Ces notes et les tableaux qui les accompagnent contiennent des renseignements et éclaircissements complémentaires sur les activités entreprises par l'ONUDC au cours de l'exercice biennal couvert par les états financiers.

4. Des exemplaires de ces états financiers ont été mis à la disposition de la Commission des stupéfiants et de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, du Comité des commissaires aux comptes et du Contrôleur de l'ONU.

B. Aperçu général

5. L'ONUDC a pour mandat d'aider les États Membres à lutter contre les drogues illicites, la criminalité et le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. La confiance que les États Membres, la Commission européenne et d'autres donateurs placent dans l'ONUDC pour ce qui est de son aptitude à fournir cette assistance s'est manifestée au cours de l'exercice biennal 2006-2007 par une augmentation de 28 % des contributions volontaires au Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et une augmentation de 69 % des contributions volontaires au Fonds du Programme des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale. En retour, l'ONUDC a déployé de grands efforts pour entretenir cette confiance et accroître les résultats des programmes. Ainsi, les dépenses ont augmenté de 15 % et 65 %, respectivement, pour les Fonds du Programme de lutte

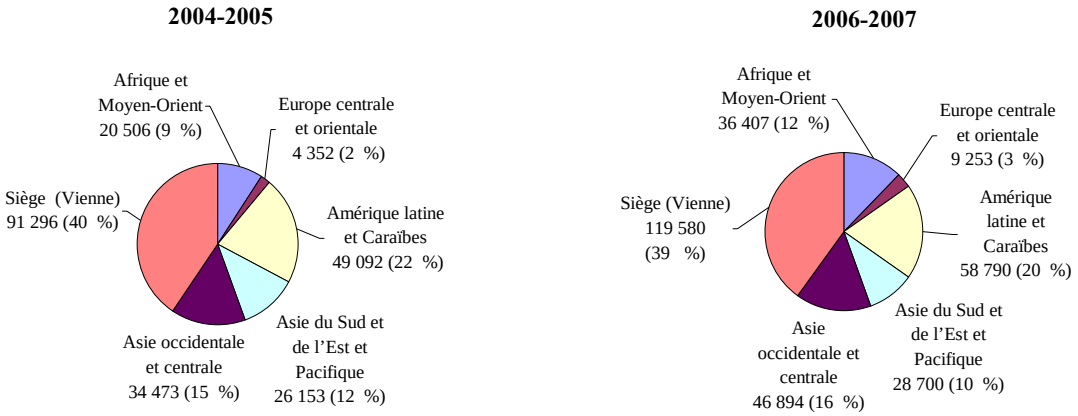
contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime. Les ressources allouées à l'ONUDC par prélèvement sur le budget ordinaire de l'ONU au cours de l'exercice biennal 2006-2007 sont demeurées stables en valeur réelle. Ces chiffres sont récapitulés dans le tableau I.1 ci-dessous.

Tableau I.1
Recettes et dépenses de l'ONUDC, par source de financement
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Exercice biennal			
	2004-2005		*2006-2007*	
	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	*Dépenses*
Fonds du Programme de lutte contre la drogue	193 868	165 607	249 077	189 933
Fonds du Programme de lutte contre le crime	68 257	28 012	115 250	74 226
Budget ordinaire	32 809	32 254	35 865	35 465
Total	**294 934**	**225 873**	**400 193**	**299 624**

6. Les augmentations générales des dépenses qui ressortent du tableau I.1 ci-dessus concernent certes toutes les régions du monde, mais elles ont été particulièrement fortes en Afrique et au Moyen-Orient, essentiellement en raison du lancement d'un important programme de lutte contre la corruption au Nigéria. Des hausses sensibles ont également été enregistrées en Asie occidentale et centrale, principalement à cause de l'expansion du programme mené en Afghanistan. Des augmentations de dépenses non négligeables ont de même été enregistrées en Amérique latine et aux Caraïbes, par suite de l'augmentation des contributions versées par le Brésil et la Colombie, et en Europe centrale et orientale, à la suite du lancement d'un vaste programme de réduction de la demande de drogues et à cause de l'augmentation des contributions à des programmes mondiaux tels que ceux consacrés au VIH/sida et à la prévention du terrorisme. L'évolution des dépenses par rapport à l'exercice biennal 2004-2005 est présentée dans la figure I.I ci-dessous. Il convient de noter que les dépenses indiquées pour le siège de l'ONUDC à Vienne comprennent celles couvertes par des contributions volontaires et celles financées au moyen du budget ordinaire de l'ONU et couvrant la direction exécutive et la gestion, les programmes mondiaux et l'appui aux programmes.

Figure I.I
Dépenses de l'ONUDC, par région
(En milliers de dollars des États-Unis)



7. La répartition par grandes catégories des dépenses des exercices biennaux 2004-2005 et 2006-2007 fait l'objet du tableau I.2 ci-dessous. La croissance relativement plus forte des dépenses consacrées aux voyages, aux services contractuels et aux traitements et autres dépenses de personnel traduit l'expansion à l'échelle mondiale des activités de l'ONUDC et le passage de projets d'infrastructure et autres projets à forte intensité de capital à la fourniture d'une assistance technique et de services d'experts.

Tableau I.2
Dépenses de l'ONUDC, par objet
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Exercice biennal	
Objet de dépense	*2004-2005*	*2006-2007*
Traitements et autres dépenses de personnel	119 234	154 508
Voyages	12 501	18 755
Services contractuels	33 930	53 351
Frais de fonctionnement	12 817	17 343
Achats	26 983	28 102
Autres dépenses	20 408	27 565
Total	**225 873**	**299 624**

8. Les états I, II et VII et les tableaux 1, 4 et 5 y afférents récapitulent les résultats globaux des activités financées par les Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime, c'est-à-dire la totalité des activités de l'ONUDC autres que celles financées principalement au moyen du budget ordinaire de l'ONU.

1. Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

9. Les états III et IV et le tableau 2 y afférent récapitulent les comptes du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Les notes correspondantes expliquent les conventions comptables utilisées pour établir ces états et fournissent un complément d'information et d'éclaircissement sur les activités financières de l'exercice biennal 2006-2007. Les résultats financiers du Programme de lutte contre la drogue sont récapitulés dans le tableau I.3 ci-dessous.

Tableau I.3
Recettes et dépenses du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
(En dollars des États-Unis)

	Exercice biennal			
	2004-2005		*2006-2007*	
	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	*Dépenses*
Fonds d'affectation générale	43 293	45 489	42 422	39 662
Fonds d'affectation spéciale	159 799	129 342	220 275	163 890
Élimination[a]	(9 224)	(9 224)	(13 619)	(13 619)
Total	**193 868**	**165 607**	**249 077**	**189 933**

[a] Les éliminations représentent la suppression de la double comptabilisation des recettes et des dépenses au titre des frais d'appui au programme prélevés sur les fonds d'affectation spéciale et crédités aux fonds d'affectation générale.

10. Les fonds d'affectation générale constituent des ressources non réservées qui servent à financer la direction exécutive et la gestion de l'ONUDC, ainsi que des dépenses de programme et d'appui aux programmes tant au siège (Vienne) que sur le terrain. Ils servent aussi à accorder des avances aux projets et autres opérations sur le terrain. En 2006-2007, la catégorie des fonds d'affectation générale comprenait des contributions volontaires non réservées et des ressources au titre de l'appui au programme facturé aux activités financées au moyen de contributions versées à des fins spécifiques. Les fonds d'affectation spéciale sont composés de contributions versées à des fins spécifiques qui servent à financer des activités de coopération technique et autres activités de fond de l'ONUDC au siège (Vienne) et sur le terrain. À partir de l'exercice biennal 2008-2009, l'ONUDC comptabilisera et publiera les recettes provenant des frais d'appui au programme prélevés sur les contributions à des fins spécifiques en tant que catégorie distincte de fonds. Dans les exercices biennaux antérieurs, ces ressources étaient classées parmi les fonds d'affectation générale. Ce changement a été approuvé par la Commission des stupéfiants et la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale dans leurs résolutions 50/14 et 16/6, respectivement.

11. Les recettes d'affectation générale, composées de contributions volontaires, de fonds reçus au titre d'arrangements interorganisations, d'intérêts perçus sur des contributions à des fins spécifiques et de recettes accessoires, ont diminué de 900 000 dollars (2 %), passant de 43,3 millions de dollars pour l'exercice biennal

2004-2005 à 42,4 millions de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007. Le total des recettes composées de contributions volontaires a diminué de 5,4 millions de dollars (17 %), passant de 31,3 millions de dollars pour 2004-2005 à 25,9 millions de dollars pour 2006-2007. Cette diminution est dans une large mesure compensée par une augmentions de 4,3 millions de dollars (48 %) des recettes prélevées sur les contributions à des fins spécifiques, qui sont passées de 9,2 millions de dollars en 2004-2005 à 13,6 millions de dollars en 2006-2007. Les intérêts et les recettes accessoires ont enregistré une augmentation plus significative, de 100 000 dollars, pour 2006-2007 par rapport 2004-2005. Les dépenses au titre des fonds d'affectation générale ont baissé de 5,7 millions de dollars (12 %), passant de 45,4 millions de dollars pour 2004-2005 à 39,7 millions de dollars pour 2006-2007. Cette réduction des dépenses a été réalisée par des gains d'efficacité résultant notamment d'un gel de postes et par l'affectation d'une part plus importante des frais de fonctionnement aux projets.

12. Les recettes au titre des fonds d'affectation spéciale ont augmenté de 60,3 millions de dollars (38 %), passant de 160 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005 à 220,3 millions de dollars pour l'exercice 2006-2007. Les dépenses au titre de ces mêmes fonds ont augmenté de 34,6 millions de dollars (27 %), passant de 129,3 millions de dollars pour 2004-2005 à 163,9 millions de dollars pour 2006-2007. Cet accroissement était particulièrement net en Europe centrale et orientale, en Amérique latine et aux Caraïbes et en Asie occidentale et centrale, ainsi que pour le programme mondial de prévention du VIH/sida.

2. Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

13. Les états V et VI et le tableau 3 des états financiers récapitulent les comptes du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Les notes correspondantes expliquent les conventions comptables utilisées pour établir ces états financiers et fournissent un complément d'information et d'éclaircissement sur les activités financières de l'exercice biennal 2006-2007. Les résultats financiers du Fonds du Programme de lutte contre le crime sont récapitulés dans le tableau I.4 ci-dessous.

Tableau I.4
Recettes et dépenses du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Exercice biennal			
	2004-2005		*2006-2007*	
	Recettes	*Dépenses*	*Recettes*	*Dépenses*
Fonds d'affectation générale	5 290	3 794	8 700	8 663
Fonds d'affectation spéciale	64 939	26 190	111 251	70 264
Éliminations[a]	(1 972)	(1 972)	(4 701)	(4 701)
Total	**68 257**	**28 012**	**115 250**	**74 226**

[a] Les éliminations correspondent à la suppression de la double comptabilisation des recettes et des dépenses au titre des frais d'appui aux programmes prélevés sur les fonds d'affectation spéciale et crédités aux fonds d'affectation générale.

14. Les recettes au titre des fonds d'affectation générale ont augmenté de 3,4 millions de dollars (64 %), passant de 5,3 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005 à 8,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007. Le total des recettes provenant de contributions volontaires a augmenté de 1 million de dollars (42 %), passant de 2,4 millions de dollars pour 2004-2005 à 3,4 millions de dollars pour 2006-2007. Les recettes provenant de contributions à des fins spécifiques ont augmenté de 2,7 millions de dollars (138 %), passant de 2 millions de dollars pour 2004-2005 à 4,7 millions de dollars pour 2006-2007. Les recettes accessoires ont enregistré une diminution peu significative, de 300 000 dollars, pour 2006-2007. Les dépenses au titre des fonds d'affectation générale ont augmenté de 4,9 millions de dollars (129 %), passant de 3,8 millions de dollars pour 2004-2005 à 8,7 millions de dollars pour 2006-2007. Ces augmentations de dépenses au titre des fonds d'affectation générale étaient nécessaires pour soutenir durablement la forte augmentation des activités de programme, y compris celles financées par des fonds d'affectation spéciale.

15. Les recettes au titre des fonds d'affectation spéciale ont augmenté de 46,4 millions de dollars (71 %), passant de 64,9 millions de dollars pour l'exercice biennal 2004-2005 à 111,3 millions de dollars pour l'exercice biennal 2006-2007. Les dépenses au titre des mêmes fonds ont augmenté de 44,1 millions de dollars (169 %), passant de 26,2 millions de dollars pour 2004-2005 à 70,3 millions de dollars pour 2006-2007. Cet accroissement était particulièrement net en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie occidentale et centrale, ainsi que pour le programme mondial de prévention du terrorisme.

3. Ressources provenant du budget ordinaire

16. Les ressources allouées à l'ONUDC par prélèvement sur le budget ordinaire sont approuvées par l'Assemblée générale au titre des chapitres 16 et 22 du budget-programme (voir A/60/6 (Sect. 16) et A/60/6 (Sect. 22) pour l'exercice biennal 2006-2007 et A/62/6 (Sect. 16) et A/62/6 (Sect. 22) pour l'exercice biennal 2008-2009). Ces ressources apparaîtront dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 [A/63/5 (Vol. I)]. Le tableau I.5 ci-dessous récapitule les dépenses de l'ONUDC couvertes par les allocations au titre des chapitres 16 et 22 du budget-programme de 2006-2007.

Tableau I.5
Allocations et dépenses de l'ONUDC, budget ordinaire
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Exercice biennal			
	2004-2005[a]		*2006-2007*[b]	
Objet de dépense	*Allocation*	*Dépense*	*Allocation*	*Dépense*
Traitements et autres dépenses de personnel	28 007	27 580	30 593	30 372
Voyages	2 473	2 364	2 474	2 321
Services contractuels	1 084	1 087	902	1 030
Frais de fonctionnement	661	655	747	729

	Exercice biennal			
	2004-2005[a]		*2006-2007*[b]	
Objet de dépense	*Allocation*	*Dépense*	*Allocation*	*Dépense*
Achats	490	490	599	617
Autres dépenses	94	78	550	395
Total	**32 809**	**32 254**	**35 865**	**35 465**

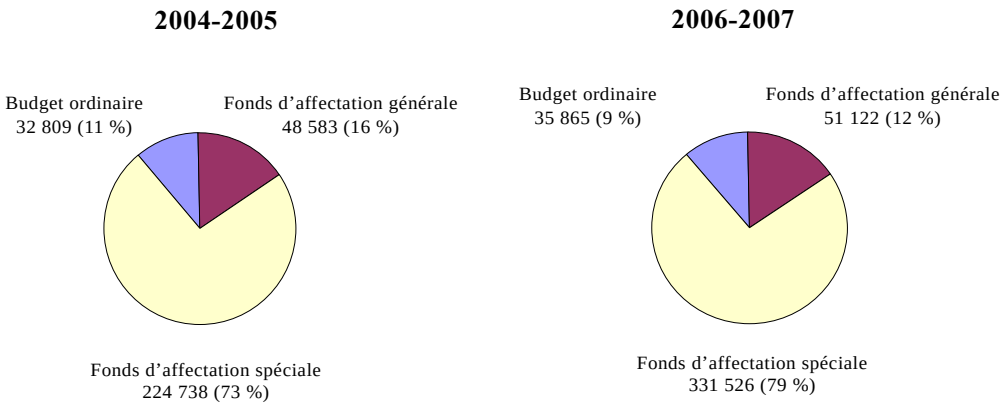
[a] Comprend les chapitres 16, 17 et 22 du budget-programme.
[b] Comprend les chapitres 16 et 22 du budget-programme.

17. Le montant alloué à l'ONUDC par prélèvement sur le budget ordinaire est ajusté au titre des variations des taux de change et de l'inflation. En pouvoir d'achat, la différence entre les montants alloués pour l'exercice biennal 2004-2005 et pour l'exercice biennal 2006-2007 était négligeable.

4. Difficultés et changements au cours des exercices biennaux 2006-2007 et 2008-2009

18. Au cours des deux derniers exercices biennaux (2004-2005 et 2006-2007), l'ONUDC a enregistré des hausses sensibles de son financement total. Ces augmentations ont exclusivement trait aux fonds d'affectation spéciale et représentent apparemment un changement structurel dans l'évolution de son financement. Cette évolution est certes positive, surtout là où elle correspond à une augmentation des engagements pluriannuels en faveur de projets, mais la croissance rapide des fonds d'affectation spéciale a mis très fortement à contribution les services de l'ONUDC chargés des programmes et de l'appui aux programmes. La plupart des contributions volontaires sont expressément réservées à des projets précis et ne laissent que peu de marge de manœuvre pour réagir à des problèmes complexes de programmation et de gestion. Cette croissance et les risques financiers, humains et autres risques de gestion non négligeables qui l'accompagnent doivent être atténués par des augmentations durables de ressources au titre des fonds d'affectation générale. Malheureusement, les recettes à ce titre ont diminué tandis que le budget ordinaire de l'ONUDC demeurait stable en valeur réelle. Cette divergence entre le recul des contributions d'affectation générale et la croissance des fonds d'affectation spéciale pourrait même s'accentuer, dans la mesure où l'ONUDC prévoit une augmentation continue en volume des projets relatifs à de nouveaux mandats liés à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transfrontière organisée.

Figure I.II
Recettes totales du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, par type de financement
(En milliers de dollars des États-Unis)



19. La tendance à long terme au déclin des recettes au titre des fonds d'affectation générale s'est ralentie en 2004-2005 et a montré de modestes signes d'amélioration en 2006-2007. Cette reprise est restée bien en deçà du niveau des recettes au titre des fonds d'affectation spéciale et la dépendance de l'ONUDC à l'égard d'un petit nombre de donateurs demeure une source de difficultés particulières. Entre 1992 et 1998, la moyenne annuelle des contributions d'affectation générale au Fonds du Programme pour le contrôle des drogues s'établissait à 21 millions de dollars. De 1999 à 2005, cette moyenne n'était plus que de 16 millions de dollars. En 2006, les recettes du Fonds du Programme pour le contrôle des drogues provenant des fonds d'affectation générale s'établissant à 14,6 millions de dollars, montant qui n'était plus que de 14,2 millions de dollars en 2007. Toutefois, le total des recettes au titre des fonds d'affectation générale qui apparaît dans la figure I.II ci-dessus a augmenté au cours de l'exercice biennal 2006-2007 parce que la part des recettes provenant de fonds d'affectation spéciale dans le total des fonds d'affectation générale a augmenté avec l'amélioration de l'exécution des programmes. La conjugaison de l'augmentation des recettes provenant de contributions à des fins spécifiques, des intérêts perçus et des gains d'efficacité a amélioré le solde des fonds d'affectation générale du Fonds du Programme de lutte contre la drogue mais cette amélioration demeure insuffisante en ce qui concerne les engagements annuels au titre de ses composantes de fonds d'affectation générale et de contributions à des fins spécifiques. La situation est encore plus précaire en ce qui concerne le Fonds du Programme de lutte contre le crime, pour lequel le solde des fonds d'affectation générale au 31 décembre 2007 s'établissait à 6,6 millions de dollars (dont 1,8 million attribuable aux contributions à des fins spécifiques). Par ailleurs, à partir de 2008, le Fonds du Programme de lutte contre le crime sera tenu de prendre en charge 25 % du budget d'affectation générale total de l'ONUDC, contre 25 % des dépenses de ses bureaux extérieurs seulement en 2006-2007. Ce pourcentage a été établi compte tenu de la part du Fonds du Programme de lutte contre le crime dans le total du portefeuille de projets financés par des contributions à des fins spécifiques et il nécessitera une augmentation appréciable des contributions à des fins générales au cours de l'exercice 2008-2009. Si cette augmentation ne se

concrétise pas, le solde de trésorerie correspondant sera notablement réduit. Faute de contributions d'affectation générale supplémentaires, l'ONUDC devra prendre des mesures de réduction des coûts au cours de l'exercice 2008-2009. Il convient également de noter que le Programme de lutte contre le crime est actuellement tributaire d'un seul donateur pour près de 50 % de ses recettes d'affectation générale.

20. Dans leurs résolutions 50/14 et 16/6, relatives au budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2008-2009 (E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18), la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, respectivement, ont prié le Directeur exécutif de l'ONUDC de leur présenter un rapport annuel sur les moyens d'améliorer la situation financière de l'Office, notamment sur la situation des bureaux extérieurs. Comme suite à un rapport établi en application de ces résolutions (E/CN.7/2008/11-E/CN.15/2008/15), la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ont décidé de créer un groupe de travail intergouvernemental chargé d'examiner ce rapport et de faire des recommandations visant à renforcer le financement de l'ONUDC et les arrangements de gouvernance connexes (décision 51/1 et décision 17/2, respectivement).

Chapitre II
Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007. À cette fin, il s'est rendu à deux reprises au siège, à Vienne, et au Centre régional de l'ONUDC pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, à Bangkok.

Le Comité a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de l'exercice considéré, que l'on trouvera au chapitre III du présent rapport.

Coordination avec les services d'audit interne

Le Comité a organisé ses vérifications en coordination avec le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) afin d'éviter les chevauchements d'activités. Il a aussi examiné l'étendue de l'audit interne des activités de l'ONUDC pour déterminer dans quelle mesure il pouvait se fier aux travaux du Bureau.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Comme l'avait demandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et conformément au paragraphe 7 de la résolution A/59/264 A de l'Assemblée générale, le Comité a vérifié de quand dataient celles de ses recommandations qui n'avaient pas encore été mises en œuvre et indiqué au cours de quel exercice elles avaient été faites pour la première fois.

Aperçu général de la situation financière

Pour l'exercice considéré, le montant total des recettes s'est élevé à 364 millions de dollars, contre 262 millions pour l'exercice précédent, soit une hausse de 39 %. Le montant des dépenses s'est établi à 264 millions de dollars, contre 194 millions pour l'exercice précédent, soit une hausse de 36 %. Le résultat est un excédent de 100 millions de dollars, à comparer à l'excédent de 68 millions de l'exercice précédent.

Structure budgétaire

Malgré une présentation consolidée des états financiers, le budget de l'ONUDC se caractérise toujours par sa fragmentation avec une scission entre deux programmes : le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

Dépenses de personnel

L'ONUDC partage des services administratifs comme celui de la gestion financière avec l'Office des Nations Unies à Vienne. Il n'a pas été possible d'obtenir une répartition précise des emplois et des dépenses de personnel connexes entre l'ONUDC et l'Office, du fait qu'une partie des tâches exécutées par l'Office l'ont été pour le compte de l'ONUDC.

Affectation des dépenses des bureaux extérieurs

Le Comité des commissaires aux comptes a noté que les bureaux extérieurs affectaient des coûts fixes aux projets avec une transparence insuffisante et a recommandé que l'ONUDC établisse une méthode appropriée pour affecter les coûts de gestion selon des critères objectifs.

Charges à payer au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite

Le montant qui figure au passif du bilan au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite comprenait 13 809 000 dollars pour l'assurance maladie après la cessation de service, 4 948 000 dollars pour les reliquats de congés accumulés et les prestations liées au rapatriement.

Gestion des biens durables

Le paragraphe 3.6 de l'instruction administrative ST/AI/2003/5 dispose que la direction de chaque département ou bureau doit veiller à ce qu'un inventaire exhaustif des biens de toute nature appartenant à l'ONU soit dressé tous les deux ans. L'ONUDC n'ayant pas pu présenter les résultats d'inventaires récemment effectués, le Comité a conclu que cette disposition réglementaire n'était pas appliquée.

Recommandations

Les vérifications effectuées par le Comité l'ont amené à faire un certain nombre de recommandations. Les principales figurent au paragraphe 8 du présent rapport.

A. Introduction

1. Mandat, étendue des vérifications et méthode

1. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'exercice allant du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2007, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946. Il a conduit son contrôle conformément à l'article VII et à l'annexe du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies (voir ST/SGB/2003/7), ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que les contrôles effectués par le Comité soient organisés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude importante.

2. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière de l'Office au 31 décembre 2007 et les résultats des activités de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et règles de gestion financière de l'ONU. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour former une opinion sur les états financiers.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a procédé à différents examens de la gestion en application de l'article 7.5 du Règlement financier, selon lequel le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes de l'Office et, d'une manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités. L'Assemblée générale avait aussi demandé au Comité d'examiner la suite donnée à ses recommandations antérieures et de lui en rendre compte. Ces questions sont traitées aux paragraphes 10 à 21.

4. Le Comité a continué de faire part à l'Office des résultats de ses différents contrôles dans des lettres d'observations détaillant ses conclusions et recommandations, ce qui a permis des échanges suivis avec l'Administration. Pour la période considérée, il y a eu deux lettres d'observations.

5. Dans le présent rapport, lorsqu'une observation se réfère à un lieu particulier, elle ne porte que sur ce lieu, et il ne faut en déduire ni qu'elle s'applique à d'autres lieux, ni qu'elle ne s'y applique pas.

6. Le présent rapport porte sur des questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'Administration de l'Office, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

2. Coordination avec les services d'audit interne

7. Le Comité continue d'organiser ses vérifications en coordination avec le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) afin d'éviter les chevauchements d'activités et de déterminer dans quelle mesure il peut utiliser ses travaux.

3. Principales recommandations

8. Le Comité recommande principalement à l'Office de faire ce qui suit :

a) Enregistrer les recettes, non selon le montant des contributions, mais conformément aux normes comptables du système des Nations Unies (par. 14);

b) Continuer de renforcer les contrôles mis en place afin de s'assurer que les bureaux extérieurs respectent strictement le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'ONU (par. 33);

c) Soumettre à l'Assemblée générale des propositions en vue d'améliorer la structure budgétaire de l'ONUDC (par. 37);

d) Déterminer la répartition des dépenses communes de personnel entre l'ONUDC et l'Office des Nations Unies à Vienne et communiquer la clef de répartition de ces dépenses (par. 49);

e) Mettre en œuvre une stratégie de réorganisation du Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique afin de recouvrer la maîtrise des programmes et d'assurer la viabilité du financement des activités du Centre (par. 71);

f) Mettre en place un mécanisme de financement particulier pour les prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite, notamment pour l'assurance maladie après la cessation de service (par. 77);

g) Faire en sorte que les bureaux extérieurs adressent périodiquement au Directeur de la Division des opérations un rapport sur les travaux des consultants (par. 90);

h) Adopter des consignes internes pour la prévention, la détection et le signalement des cas de fraude et de présomption de fraude (par. 106).

9. Les autres recommandations du Comité sont présentées aux paragraphes 40, 46, 52, 54, 59, 61, 73, 83, 85, 88 et 94 du présent rapport.

B. Constatations et recommandations détaillées

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

10. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale, le Comité a examiné les mesures prises par l'ONUDC pour donner suite aux recommandations formulées dans son rapport sur l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005 (A/61/5/Add.9).

11. Sur un total de 31 recommandations, 19 avaient été appliquées intégralement et 7 partiellement, et 5 n'avaient pas du tout été mises en œuvre. On trouvera le détail de ces recommandations à l'annexe du présent chapitre.

Recommandations non appliquées

12. Aux paragraphes 34 à 37 de son précédent rapport (A/61/5/Add.9, chap. II), le Comité notait que les contributions réservées étaient inscrites en recettes dès leur réception sauf pour les contributions d'un volume important reçues à l'avance. Dans ce cas, les recettes sont comptabilisées pour des exercices à venir, car le caractère exceptionnel de leur volume et de leur nature risquerait de fausser les résultats des activités opérationnelles et les soldes des fonds. Le Comité faisait remarquer que les normes comptables du système des Nations Unies ne prévoient pas que les contributions soient comptabilisées de façon différente selon leur montant et recommandait à l'ONUDC d'enregistrer les recettes convenablement, non selon leur importance mais selon la période à laquelle elles se rapportent.

13. L'ONUDC a expliqué que, pour déterminer les montants à faire apparaître en recettes constatées d'avance, leur niveau devait être prise en compte. Cependant, le Comité est d'avis que toutes les sommes reçues pour les années à venir doivent être inscrites en produits constatés d'avance, sans tenir compte de leur importance.

14. **L'ONUDC accepte la recommandation réitérée par le Comité d'enregistrer les recettes non selon le montant des contributions mais conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.**

15. Au paragraphe 53 de son précédent rapport, le Comité observait que les états financiers avaient été établis à partir de deux sources différentes – le Système intégré de gestion (SIG) et le Système intégré de gestion programmatique et financière (ProFi) –, dont les données n'avaient pas été complètement rapprochées au moment de l'audit du Comité. L'ONUDC avait accepté la recommandation du Comité d'harmoniser les deux systèmes d'information pour éviter à l'avenir des écarts en matière de dépenses.

16. Au cours de l'audit 2007, le Comité a noté que les deux systèmes étaient toujours utilisés pour la préparation des états financiers et provoquaient des disparités. Ce point est examiné plus longuement dans la suite du présent rapport.

17. Au paragraphe 83 de son précédent rapport, le Comité recommandait à l'ONUDC la tenue périodique d'inventaires des biens immobilisés à son siège. Le Comité a noté que cela n'était toujours pas le cas. On trouvera dans la suite du présent rapport des observations complémentaires à ce sujet.

18. Aux paragraphes 91 et 96 de son précédent rapport, le Comité recommandait à l'ONUDC d'élaborer un plan d'achats et de se conformer aux dispositions du manuel des achats. L'ONUDC a expliqué qu'il était encore confronté à des difficultés de formation de son personnel au siège et dans les bureaux extérieurs.

19. Au paragraphe 113 de son précédent rapport, le Comité recommandait à l'ONUDC de réaliser des tests en matière de sécurité informatique. L'ONUDC a expliqué que, pour des raisons techniques, il n'était pas en mesure de mettre en œuvre cette recommandation.

Répartition chronologique des recommandations antérieures

20. Comme l'avait demandé le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/59/736, par. 8), le Comité a analysé l'ancienneté des recommandations formulées dans ses précédents rapports qui n'avaient pas

encore été mises en œuvre. L'exercice au cours duquel chaque recommandation a été faite pour la première fois est indiqué dans l'annexe du présent rapport.

21. Sur les sept recommandations partiellement mises en œuvre et les cinq dont la mise en œuvre n'avait pas été entamée, 10 (soit 84 %) remontaient à l'exercice 2004-2005, 1 (soit 8 %) remontait à l'exercice 2000-2001 et 1 (soit 8 %) à l'exercice 1998-1999.

2. Aperçu général de la situation financière

Principaux ratios financiers

22. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le ratio des contributions volontaires non réglées sur le total de l'actif est passé de 14 % à 34 %, comme il ressort du tableau II.1. Le ratio des disponibilités sur le total du passif a diminué, passant de 1,53 à 1,03, en raison de l'inscription des prestations dues au personnel à la cessation de service.

Tableau II.1
Ratios correspondant aux principaux indicateurs financiers

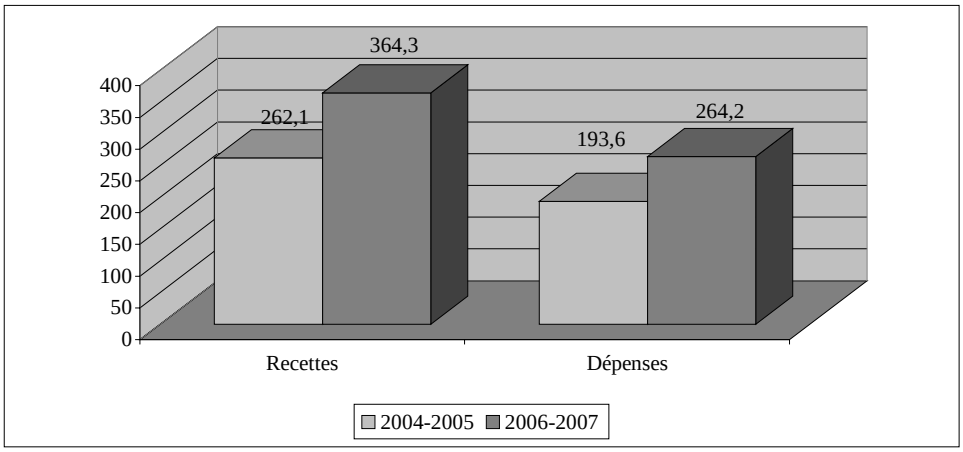
Ratio	*Exercice biennal*		*Composant du ratio de 2007*[a]
	2004-2005	*2006-2007*	
Contributions volontaires non réglées/total de l'actif[b]	0,14	0,34	157,4/464,2
Disponibilités/total de l'actif[c]	0,52	0,46	213,9/464,2
Disponibilités/passif[d]	1,53	1,03	213,9/207,7
Engagements non réglés/total du passif[e]	0,06	0,05	11,2/207,7

[a] En millions de dollars des États-Unis
[b] Un ratio faible est signe de bonne santé financière.
[c] Un ratio élevé est signe de bonne santé financière.
[d] Un ratio faible est signe que les disponibilités sont insuffisantes pour régler les dettes.
[e] Un ratio faible est signe que l'entité règle ses engagements.

3. État des recettes et des dépenses

23. Au 31 décembre 2007, le montant total des recettes s'élevait à 364,3 millions de dollars et celui des dépenses à 264,2 millions, d'où un excédent de 100,1 millions de dollars. Les chiffres correspondants des exercices 2004-2005 et 2006-2007 sont donnés dans la figure II.I.

Figure II.I
Évolution comparée des recettes et des dépenses entre 2004-2005 et 2006-2007
(En millions de dollars des États-Unis)



24. Pour la première fois, les états financiers pour l'exercice biennal 2006-2007 présentent une consolidation du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et Fonds du Programme pour la prévention du crime et la justice pénale. Pour établir une comparaison avec l'exercice précédent, l'ONUDC a procédé à un retraitement comptable.

25. Toutefois, ni les états financiers ni leurs notes ne retracent les montants versés au titre du budget ordinaire et leur emploi par l'ONUDC. Les chiffres des recettes et dépenses de l'ONUDC incluant le budget ordinaire sont donnés dans le tableau II.2.

Tableau II.2
Recettes et dépenses par fonds
(En millions de dollars des États-Unis)

	2004-2005			*2006-2007*		
	Recettes	*Dépenses*	*Solde*	*Recettes*	*Dépenses*	*Solde*
Programme de lutte contre la drogue	193,9	165,6	28,3	249,1	189,9	59,2
Programme de lutte contre le crime	68,2	28,0	40,2	115,2	74,2	41,0
Total, ONUDC	**262,1**	**193,6**	**68,5**	**364,3**	**264,1**	**100,2**
Budget ordinaire	32,8	32,3	0,5	35,9	35,5	0,4
Total général	**294,9**	**225,9**	**69,0**	**400,2**	**299,6**	**100,6**

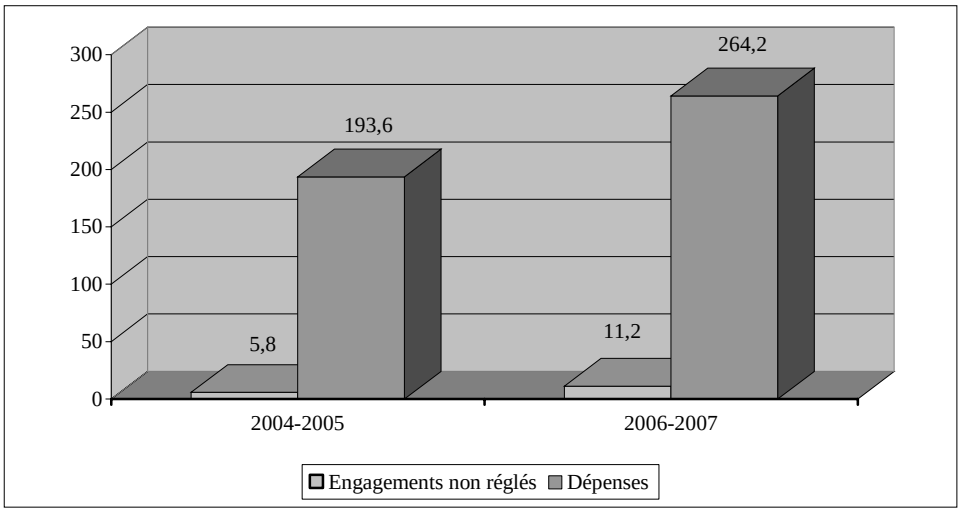
Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

26. Les principales raisons de l'augmentation des dépenses consolidées (70,5 millions de dollars, soit 36 %, hors budget ordinaire et 73,7 millions de dollars, soit 33 %, en incluant le budget ordinaire) tenaient : a) au lancement au Nigéria d'un vaste programme de lutte contre la corruption; b) à l'expansion des programmes en Afghanistan, mais aussi en Amérique latine avec la forte progression des contributions volontaires du Brésil et de la Colombie; c) au lancement en Europe centrale d'un grand programme en matière de drogue; et d) au développement d'importants programmes de prévention du sida et du terrorisme.

Engagements non réglés

27. Au 31 décembre 2007, le montant des engagements non réglés s'élevait à 11,2 millions de dollars, soit 4 % du total des dépenses. Dans la figure II.II, les engagements non réglés sont comparés au total des dépenses pour les exercices biennaux 2004-2005 et 2006-2007.

Figure II.II
Évolution comparée des engagements non réglés et des dépenses
(En millions de dollars des États-Unis)



Dépenses non autorisées

28. Le Comité a relevé trois cas de dépenses payées sans autorisation, en infraction avec l'article 5.9 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies selon lequel des dépenses ne peuvent être engagées qu'après avoir fait l'objet d'allocations de crédits ou autres autorisations écrites appropriées émises sous l'autorité du Secrétaire général.

29. En 2006, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est de l'ONUDC a déboursé 77 397 dollars à partir du compte bancaire local pour l'exécution d'un projet. Le bureau a effectué ces paiements en dépassement du budget alloué sans attendre une allocation complémentaire qui était en cours d'approbation par le siège à Vienne.

30. En Colombie, des déboursements ont été effectués au titre de deux projets pour des montants excédant les budgets alloués pour 2006. Des paiements ont été

effectués au titre d'un projet en 2006 avant l'émission correspondante de l'autorisation budgétaire qui est intervenue en 2007. Le bureau de pays en Colombie a pu effectuer ces paiements sans autorisation préalable du siège de l'ONUDC à Vienne parce qu'il disposait de fonds versés localement par des donateurs colombiens et parce que le siège de l'ONUDC n'exerçait pas un contrôle suffisant sur le bureau de pays.

31. En octobre 2006, le Bureau régional de l'ONUDC pour le Brésil et le cône Sud a payé 2 503 594 dollars de plus que le montant autorisé pour un projet. Cette dépense n'était pas autorisée par le siège de l'ONUDC à Vienne. Ces paiements sans autorisation ont pu avoir lieu parce que des fonds émanant de donateurs étaient reçus directement dans un compte bancaire local.

32. À la suite de ces cas, le Service financier et comptable de l'ONUDC à Vienne a pris, à la fin de 2006 et au cours de l'année 2007, diverses mesures pour renforcer les contrôles des déboursements dans les bureaux extérieurs, comme la mise en place d'un contrôle des comptes de placement, un renforcement du contrôle budgétaire et des disponibilités en banque, un meilleur suivi des contributions reçues localement, un contrôle mensuel de l'état des sommes à recevoir et des charges à payer et un renforcement des bureaux en personnel comptable qualifié.

33. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de poursuivre et d'accentuer les contrôles mis en place afin de s'assurer que les bureaux extérieurs respectent strictement le Règlement financier et les règles de gestion financière des Nations Unies.**

4. Structure budgétaire

34. En février 2008, à la demande conjointe des Commissions pour le contrôle international des drogues et pour la prévention du crime et la justice pénale, l'ONUDC a produit pour la première fois un rapport sur les moyens d'améliorer sa structure budgétaire et financière, caractérisée par une grande fragmentation. Le budget du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues est approuvé par la Commission des stupéfiants, celui du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. La part du budget ordinaire de l'ONU qui revient à l'ONUDC est adoptée par l'Assemblée générale.

35. Bien que la présentation des deux programmes ait été consolidée, l'ONUDC continue de préparer deux projets de budget distincts, le premier adressé au Siège de l'ONU en vue de son intégration au budget général de l'Organisation, l'autre recensant les contributions volontaires affectées au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et au Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

36. Selon le rapport de février 2008 sur l'amélioration de la structure financière et budgétaire de l'ONUDC, la gestion du budget pourrait être améliorée par la tenue de sessions conjointes de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, la consolidation des deux fonds actuels des deux programmes dans un fonds ONUDC, voire la consolidation de ces fonds au sein du budget de l'ONU.

37. **Le Comité recommande que le Secrétaire général soumette à l'Assemblée générale des propositions en vue d'améliorer la structure budgétaire de l'ONUDC.**

5. Contributions en nature

38. Dans son rapport A/61/5/Add.9, le Comité recommandait que les contributions en nature soient retracées dans les états financiers pour leur valeur marchande, que les évaluations soient faites le plus possible sur le lieu de la donation et que ces contributions fassent l'objet d'un contrôle interne.

39. Pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2007, le montant total des contributions en nature s'élevait à 9 762 793 dollars, en baisse sensible par rapport à la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2006, au cours de laquelle ces contributions avaient atteint 12 840 565 dollars. Aucun contrôle interne n'a été mis en place pour s'assurer d'une évaluation correcte de ces contributions en nature. Certaines contributions figurent même sans indication d'objet dans les documents financiers fournis.

40. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité que son service de gestion des ressources financières effectue un audit interne de la valorisation des contributions en nature avant de les intégrer aux états financiers.**

6. Partenaires d'exécution

41. Sur plus de 213 millions de dollars de dépenses liées aux projets, 92,6 millions de dollars étaient directement mis en œuvre par l'ONUDC et 121 millions de dollars étaient dépensés par des partenaires d'exécution. Les principaux partenaires de l'ONUDC sont en premier lieu le Programme des Nations Unies pour le développement (68,5 millions de dollars des États Unis), le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (pour 22,5 millions) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (3 millions).

42. Le tableau II.3 rend compte des dépenses de ces partenaires d'exécution.

Tableau II.3
Dépenses liées aux projets par partenaire d'exécution
(En millions de dollars des États-Unis)

Entité	*Affectation générale*	*Affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*
ONUDC	2 435	90 223	**92 658**	43
Partenaires d'exécution				
Organisation des Nations Unies		94 780	**94 780**	44
ONG	1 260	1 260	**1**	
Exécution nationale	25 064	25 064	**12**	
Total	**2 435**	**211 327**	**213 762**	**100**

Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Certification des dépenses des partenaires d'exécution

43. La vérification des dépenses réalisées dans le cadre de projets confiés aux différents partenaires de l'ONUDC est une condition impérative de la fiabilité des comptes de l'organisation. Dans son précédent rapport (A/61/5/Add.9), le Comité avait recommandé d'accroître l'étendue des vérifications des dépenses mises en œuvre par des partenaires d'exécution.

44. Les dépenses des projets réalisés en partenariat avec des États Membres ou des organisations intergouvernementales ou non gouvernementales sont vérifiées par des auditeurs externes qui transmettent leurs rapports d'audit à l'ONUDC. Trois mois après la date de clôture des comptes, le taux de certificats d'audit reçus était de 98 % pour l'exercice biennal 2006-2007, contre 63 % seulement en avril 2006 pour l'exercice 2004-2005. Au 1er mars 2008, la totalité des certificats d'audit avait été obtenue par l'ONUDC pour l'exercice biennal 2004-2005. Le Comité félicite l'ONUDC pour ce résultat.

Mandat des auditeurs externes

45. Le Comité a vérifié trois rapports d'audit au cours de son contrôle. Aucun ne comportait d'élément concernant l'examen des engagements non réglés en fin d'exercice. Or, conformément à la disposition 105.8 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, l'examen de ces montants est obligatoire.

46. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de préciser dans les mandats confiés aux auditeurs externes que l'audit des dépenses réalisées par les partenaires d'exécution doit porter également sur les engagements non réglés à la date de clôture des exercices.**

7. Dépenses de personnel

47. Le tableau II.4 ci-dessous fait apparaître les montants consolidés des dépenses de personnel de l'ONUDC.

Tableau II.4
Dépenses de personnel, 2004-2005 et 2006-2007
(En dollars des États-Unis)

Dépenses de personnel	*2004-2005*	*2006-2007*	**Total**
Fonds non réservés	37 261 369	41 319 128	**78 580 497**
Fonds réservés	54 228 978	83 951 746	**138 180 724**
Total	**91 490 347**	**125 270 874**	**216 761 221**

Source : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime/Office des Nations Unies à Vienne.

48. Les dépenses de personnel de l'ONUDC ont progressé de 37 % par rapport à l'exercice 2004-2005. Cette progression est particulièrement notable pour les dépenses relevant des projets financés sur des contributions réservées. La Division de la gestion de l'ONUDC assure des services de conseil, de gestion financière, de gestion des ressources humaines, d'appui informatique et de représentation pour

toutes les entités du Secrétariat de l'ONU à Vienne. Elle partage également des services communs avec la Division de la gestion de l'Office des Nations Unies à Vienne. Il n'a pas été possible d'établir une répartition des dépenses de personnel et coûts connexes entre l'Office des Nations Unies à Vienne et l'ONUDC, dans la mesure où l'administration ne dispose pas d'une clef de répartition entre les deux organismes.

49. **Le Comité recommande que l'ONUDC et l'Office des Nations Unies à Vienne déterminent une répartition des dépenses communes de personnel entre eux et communiquent la clef de répartition de ces dépenses.**

8. Comptes bancaires

Comptes bancaires Office des Nations Unies à Vienne/ONUDC

50. Par un courrier du 24 février 2006, le Trésorier du Siège de l'ONU à New York a demandé à la Citibank de procéder à l'ouverture de trois comptes bancaires pour l'ONUDC, dont un compte en Égypte.

51. Ce compte n'a finalement pas été ouvert, la politique de l'ONUDC ayant évolué vers un arrêt des ouvertures de comptes dans les bureaux extérieurs compte tenu des difficultés rencontrées par le Service de gestion des ressources financières pour gérer tous ces comptes et du manque de personnel qualifié dans lesdits bureaux. Néanmoins, ce compte était toujours présent dans les dossiers du Trésorier à New York.

52. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de se rapprocher des services du Trésorier à New York et des bureaux extérieurs afin de mettre à jour les informations relatives aux comptes bancaires.**

Comptes bancaires de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

53. L'examen des documents de rapprochement bancaire relatifs aux comptes de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice à Turin (Italie) a montré qu'ils n'étaient pas tenus mensuellement. Ainsi, un rapprochement bancaire relatif au mois de novembre 2007 avait été effectué le 7 avril 2008. Un autre rapprochement bancaire relatif au mois d'octobre 2007 avait été effectué le 26 mars 2008. Sur l'année 2007, le délai moyen d'exécution des rapprochements se situait entre trois et cinq mois. De plus, les dates d'approbation des rapprochements bancaires par le Service de gestion financière de l'ONUDC à Vienne n'étaient dans la plupart des cas pas mentionnées.

54. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de prendre les mesures voulues pour s'assurer tous les mois de la réalisation, de la révision et de la validation des rapprochements bancaires.**

Ouverture de comptes bancaires

55. Le Comité a demandé à l'ONUDC de produire une copie de l'ordre d'ouverture pour un échantillon de sept comptes bancaires sur un total de 18 comptes.

56. L'article 4.15 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU dispose que le Secrétaire général désigne la(les) banque(s) dans laquelle(lesquelles) les fonds de l'Organisation doivent être déposés. La disposition

104.4 précise que le Secrétaire général adjoint à la gestion ouvre et ferme tous les comptes en banque officiels nécessaires aux activités de l'Organisation et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes.

57. Pour cet échantillon de sept comptes, la Division de la gestion de l'ONUDC n'a pu produire que quatre autorisations relatives aux comptes ouverts en Afrique du Sud, en Colombie, en Inde et au Kenya.

58. Deux comptes utilisés par l'ONUDC n'avaient pas fait l'objet d'une autorisation préalable du Trésorier à New York. La régularisation est intervenue postérieurement alors que les comptes bancaires étaient déjà ouverts.

59. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de se conformer strictement à la disposition 104.4 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU en matière d'ouverture des comptes bancaires.**

Gestion de la trésorerie

60. Pour l'année 2006, le compte bancaire du bureau de pays de l'ONUDC en Colombie a présenté un solde mensuel moyen créditeur de 1 101 280,87 dollars. Ce montant était largement supérieur à ce qui est nécessaire pour faire face aux besoins de ce bureau de pays, estimé à deux mois et demi de déboursements par la disposition 104.7 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU.

61. **L'ONUDC a souscrit à la recommandation du Comité de renforcer le contrôle des soldes bancaires mensuels, afin de s'assurer du strict respect de la disposition 104.7 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU.**

9. Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique

62. Le Comité a vérifié les comptes du Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique de l'ONUDC à Bangkok, du 26 novembre au 7 décembre 2007. L'audit avait pour principal objectif d'examiner la gestion des programmes et la gouvernance au Centre.

63. Le Centre est l'un des 21 bureaux extérieurs de l'ONUDC. Il a pour mission de fournir une assistance financière et technique pour combattre la production et le trafic des drogues. Il aide également les autorités locales à se conformer aux normes internationales. Son action prend la forme de projets, financés par des pays donateurs, qui sont gérés au Centre par un coordonnateur de projet des Nations Unies.

64. Le Centre régional compte 42 agents. En 2007, il a géré un portefeuille de 24 projets, pour une valeur totale de 23,6 millions de dollars. Il dépense chaque année environ 2,5 millions de dollars.

Organisation du Centre

65. L'organisation du Centre présentait plusieurs insuffisances. Le Directeur ne disposait ni d'un adjoint ni d'une équipe de commandement capables de l'assister dans sa mission de gestion. Le Centre ne possédait pas d'unité de communication et de relations publiques apte à promouvoir son action et à rechercher des donateurs. Il n'existait pas de structure de contrôle de gestion pour mesurer, suivre et évaluer

l'activité. Deux des quatre divisions n'avaient pas de chef. Ces absences obligeaient le Directeur à assurer directement un grand nombre de tâches et contribuaient à l'empêcher de concentrer son action sur la stratégie du Centre, la promotion de ses activités et la mobilisation de fonds.

66. Le comité de suivi des projets est une formation rassemblant les responsables du Centre et les coordonnateurs. Il a pour mission de faire le point sur l'avancée des projets. Il était prévu dans une note interne qu'il se réunisse tous les six mois, or aucune réunion n'avait eu lieu depuis août 2006.

Encadrement stratégique

67. Le dernier cadre régional des programmes n'avait pas été actualisé depuis quatre années. Le précédent document ne couvrait que les années budgétaires 2004 et 2005. Un document produit à l'automne 2007 n'avait pas encore été validé. Cette situation était d'autant plus paradoxale que la nécessité de mettre en place un cadre régional des programmes pour la période postérieure à 2005 avait été relevée dans un rapport d'audit interne de 2005 et que le Centre avait alors déclaré qu'il préparerait un tel document pour le mois de septembre 2005.

68. En l'absence de gestion stratégique des programmes, aucun effort particulier n'avait été fourni au cours des deux années précédentes pour renouveler les programmes en cours et en élaborer de nouveaux. Personne n'était chargé de mettre en place de nouveaux programmes et de lever les fonds correspondants.

69. Le nombre de programmes a été ramené de 24 en 2007 (pour une valeur 23,6 millions de dollars) à 14 en 2008 (11,6 millions de dollars). Au total, 10 programmes représentant 12 millions de dollars avaient été clos à la fin de l'année 2007. La réduction de l'activité a conduit à une situation financière critique, puisque les coûts de gestion du Centre, avec 1,2 million prévu pour 2008, représentent désormais l'équivalent des montants alloués à la mise en œuvre des projets, de 1,2 million également selon les prévisions pour 2008.

70. En l'absence de plan stratégique, les différents responsables de programmes avaient pris des initiatives personnelles pour relancer l'activité. Ces initiatives échappaient à toute validation officielle par le comité d'examen des projets, voire par le Directeur du Centre.

71. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, de mettre en œuvre une stratégie de réorganisation du Centre régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique afin de recouvrer la maîtrise des programmes et d'assurer la viabilité du financement des activités du Centre de Bangkok.**

Dépenses de fonctionnement

72. En 2007, les dépenses de fonctionnement du Centre se sont élevées à 1,1 million de dollars, dont 929 500 dollars financés au moyen de fonds non réservés et de ressources pour l'appui au programme et 181 381 dollars par prélèvement sur les différents programmes en application d'un taux d'imputation. Habituellement de 9 %, ce taux était ramené à 3 % pour les projets intéressant le Cambodge et la Malaisie. De plus, les donations des pays d'Europe, de l'Australie et des États-Unis étaient exonérées de ce prélèvement. Le Centre n'a pas été en mesure d'expliquer cette exemption. Alors que la répartition conduisait à amputer les

projets d'une partie de leurs ressources, le document de décision n'avait fait l'objet d'aucune validation expresse.

73. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, d'établir une méthode de répartition des dépenses de fonctionnement qui soit plus transparente et plus objective.**

10. Prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite

74. Dans son précédent rapport (A/61/5/Add.9), le Comité a recommandé à l'ONUDC de faire en sorte que ses réserves couvrent l'ensemble des montants à provisionner au titre des prestations payables à la cessation de service.

75. Pour l'exercice biennal 2006-2007, l'ONUDC a bien intégré dans ses états financiers des provisions au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite, soit un montant de 18 757 672 dollars des États-Unis.

76. Les charges indiquées dans les états financiers comprennent un montant de 13 809 000 dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service et un montant de 4 948 672 dollars pour les reliquats de congés payés et les prestations liées au rapatriement. Conformément à la résolution 61/264 de l'Assemblée générale, le Comité a validé le montant des prestations dues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service figurant dans les états financiers. Il s'est pour cela appuyé sur l'étude d'un actuaire et sur ses propres procédures. Toutefois, au 31 décembre 2007, ces prestations ne bénéficiaient pas d'un financement spécifique.

77. **Le Comité recommande à l'ONUDC de mettre en place un mécanisme de financement particulier pour les prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite, notamment pour l'assurance maladie après la cessation de service.**

11. Préparation de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)

78. En application de la résolution 61/233 de l'Assemblée générale et comme suite aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au sujet des rapports financiers et états financiers vérifiés et rapports du Comité des commissaires aux comptes pour la période terminée le 31 décembre 2005 (A/61/350), le Comité a décidé d'analyser les insuffisances dont souffre la mise en œuvre des normes IPSAS.

79. Relevant du Secrétariat de l'ONU, l'ONUDC est tenu d'appliquer le plan de passage aux normes IPSAS coordonné par l'équipe de projet du Siège de l'Organisation. Il n'a pas pris d'initiative particulière en ce domaine.

80. En 2007, les responsables de la Division de la gestion de l'ONUDC ont participé à des groupes de travail et à des sessions de formation sur les normes IPSAS, dans le cadre d'un séminaire interinstitutions, d'un stage à Bruxelles et d'un séminaire des chefs de service financier de l'ONU.

12. Gestion des biens durables

81. Selon la note 9 aux états financiers, la valeur des biens durables de l'ONUDC s'élevait à 22,4 millions de dollars au 31 décembre 2007.

82. Le paragraphe 3.6 de l'instruction administrative ST/AI/2003/5 dispose que chaque chef de département ou de bureau doit veiller à ce qu'un inventaire complet des fournitures, équipements et autres biens appartenant à l'Organisation soit dressé tous les deux ans. La Division de la gestion n'ayant pas pu présenter les résultats d'inventaires récemment effectués, le Comité en conclut que cette disposition réglementaire n'a pas été appliquée.

83. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, de se conformer aux dispositions du paragraphe 3.6 de l'instruction administrative ST/AI/2003/5 concernant l'inventaire physique des biens durables.**

84. La mise en œuvre des normes IPSAS supposera de prendre en considération la valeur actualisée des biens durables dans le bilan des organismes intéressés. Or, les biens durables en service aussi bien au siège de l'ONUDC que dans les bureaux extérieurs sont suivis au moyen d'un logiciel développé en interne qui ne comporte pas de module d'actualisation et d'amortissement des valeurs des biens en service.

85. **L'ONUDC a accepté que, comme le Comité le recommandait, la Division de la gestion prépare la mise à niveau du logiciel de suivi des biens durables pour y intégrer un module de valorisation des amortissements.**

86. Le matériel durable en service au siège de l'ONUDC est pris en compte dans l'inventaire dressé par la Division de la gestion. Les sorties d'inventaire sont effectuées lors du retrait du service ou après un constat de perte, d'avarie ou d'obsolescence. Les procédures de sortie des écritures reposent principalement sur des déclarations en ligne des détenteurs et des usagers.

87. Entre ces deux étapes, entrée puis sortie d'inventaire, aucune opération de contrôle physique n'est effectuée par la Division de la gestion. L'ONUDC n'avait pas choisi de définir et mettre en œuvre des opérations de contrôle interne pour apporter une garantie minimale de la fiabilité des inventaires de matériel en service. Ces constats augmentaient le risque d'erreur dans les inventaires retranscrits dans les états financiers de l'ONUDC.

88. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, de définir et d'appliquer officiellement des procédures de contrôle interne que l'on puisse retracer pour garantir la fiabilité des données communiquées sur la valeur totale en fin d'exercice du matériel en service.**

13. Consultants, experts et personnel temporaire

89. Le Comité a noté que la faible qualité d'une mission d'études exécutée par un consultant avait retardé le paiement de la contribution à un projet. Ce constat n'a été possible que parce que le rapport en question a été directement examiné par le Chef de la Division des opérations. La responsabilité du recrutement des consultants et du contrôle de leurs travaux incombe principalement aux directeurs des bureaux hors siège. Néanmoins, cet exemple démontre la nécessité pour la Division des opérations de vérifier périodiquement la qualité du travail effectué par les consultants.

90. **L'ONUDC a accepté que, comme le Comité le recommandait, les bureaux de terrain adressent périodiquement au Directeur de la Division des opérations un rapport sur les travaux des consultants en vue de renforcer le contrôle exercé sur le recrutement des consultants et les travaux qu'ils effectuent.**

14. Progiciels de gestion intégrés

91. Il ressortait du rapport pour l'exercice biennal 2004-2005 (A/61/5/Add.9) que les comptes financiers étaient établis à partir de deux applications distinctes, le Système intégré de gestion (SIG) et le système de gestion programmatique et financière (ProFi). Le SIG est principalement utilisé pour retracer la gestion budgétaire et comptable du siège de l'ONUDC et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) sur le terrain. La gestion du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale sur le terrain est suivie sur l'application ProFi. La coexistence de ces deux sources de données induit des risques, qui se traduisent notamment par un écart de plusieurs milliers de dollars, relevé par les auditeurs entre le SIG et ProFi. Les écarts concernent principalement les dépenses d'appui au programme.

92. L'ONUDC avait admis que la coexistence de ces deux systèmes et le traitement manuel de certaines opérations augmentaient les risques d'erreur dans l'établissement des états financiers et accepté, comme le Comité l'avait recommandé, de renforcer l'intégration des deux systèmes d'information.

93. Les deux systèmes étaient cependant toujours en place et les risques d'erreur n'avaient pas disparu. L'ONUDC a informé le Comité d'une erreur, qui n'avait toutefois pas de conséquence notable pour les états financiers de l'exercice biennal 2006-2007. Dans la perspective de la mise en œuvre des normes IPSAS, il envisageait de mettre en place un nouveau système intégré de gestion destiné à remplacer les fonctionnalités du SIG et de ProFi, concernant le traitement des opérations et l'établissement des états financiers. Il a indiqué au Comité qu'il continuerait d'utiliser les systèmes actuels et s'emploierait à en améliorer la gestion, en renforçant les effectifs, en exerçant un contrôle plus rigoureux des accès aux fonctions financières de ProFi et en procédant à des vérifications périodiques des données.

94. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, de poursuivre ses préparatifs d'établissement du Système intégré de gestion rendu nécessaire par la prochaine mise en œuvre des normes IPSAS et de prendre des mesures pour réduire les risques d'erreur concernant les opérations ainsi que la consolidation et l'extraction des données.**

15. Audit interne

95. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a audité les bureaux extérieurs de l'ONUDC suivants : Bureau régional pour le Mexique et l'Amérique centrale, Bureau régional pour le Brésil et le cône Sud, Bureau pour le Nigéria et Bureau pour la Colombie. En outre, le BSCI a produit une mise à jour de l'évaluation des risques concernant l'ONUDC. Ses principales constatations sont décrites ci-dessous.

96. LE BSCI a attiré l'attention de l'administration du Bureau régional pour le Mexique et l'Amérique centrale sur la nécessité d'améliorer le contrôle des dépenses des partenaires opérationnels et sur l'intérêt d'établir une liste des consultants pour réaliser les évaluations requises.

97. Au Bureau régional pour le Brésil et le cône Sud, le BSCI a constaté que le système financier présentait des erreurs dans l'inscription des dépenses engagées par le PNUD qui avaient nécessité des corrections rétroactives.

98. L'examen des activités de l'ONUDC au Bureau pour le Nigéria montrait que les facteurs de risque n'étaient pas surveillés, notamment en raison d'un important taux de rotation du personnel. Les activités des partenaires opérationnels n'étaient pas suffisamment supervisées.

99. Le BSCI a mené une étude sur l'évaluation des risques de l'ONUDC à la fin de 2007. Il a considéré comme élevés les risques courus dans les domaines de la direction et de la gouvernance, de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines, des achats, des programmes et des projets.

100. Le Comité s'est servi de ces travaux pour analyser les mécanismes de fonctionnement de l'ONUDC et mettre à jour sa propre évaluation des risques et déterminer sa stratégie d'audit.

16. Passation par profits et pertes et cessions

101. Conformément à l'article 6.4 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, l'ONUDC a informé le Comité que des créances d'un montant de 9 924 dollars avaient été passées par profits et pertes au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

17. Versements à titre gracieux

102. L'ONUDC a informé le Comité qu'aucun versement à titre gracieux n'avait été effectué au cours de l'exercice biennal 2006-2007.

18. Cas de fraude ou de présomption de fraude

103. Le Bureau des services de contrôle interne a constaté un cas de fraude au cours de l'exercice 2006-2007, concernant le Bureau pour le Nigéria. Une enquête approfondie avait été entreprise.

104. Il convient de souligner que le nombre de cas de fraude avérée ou de présomption de fraude est fonction de l'efficacité des procédures destinées à les déceler. L'ONUDC n'avait mis en place aucun dispositif de contrôle interne capable de garantir dans ce domaine le respect rigoureux des principes et des règles.

105. Il faut toutefois porter au crédit de l'ONUDC la récente mise en place d'un registre de déclaration en ligne et de collecte centralisée des cadeaux offerts par des fournisseurs.

106. **L'ONUDC a accepté, comme le Comité le recommandait, d'adopter des consignes internes pour la prévention, la détection et le signalement des cas de fraude et de présomption de fraude.**

107. L'ONUDC a indiqué qu'il prendrait l'avis du Bureau de la déontologie du Secrétariat et du BSCI pour l'adoption de consignes internes sur la prévention, la détection et le signalement des cas de fraude ou de présomption de fraude.

C. Remerciements

108. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et son personnel de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Premier président de la Cour des comptes de la France,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Vérificateur principal)
(*Signé*) Philippe **Séguin**

Le Président de la Commission de vérification
des comptes de la République des Philippines
(*Signé*) Reynaldo A. **Villar**

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine
(*Signé*) Terence **Nombembe**

30 juin 2008

Annexe

État d'avancement de l'application des recommandations formulées par le Comité pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2005[a]

Sujet	*Paragraphe de référence*[a]	*Exercice biennal au cours duquel le problème a été signalé pour la première fois*	*Recommandation intégralement appliquée*	*Recommandation partiellement appliquée*	*Recommandation non appliquée*
1. Représentation géographique équitable dans le recrutement du personnel	32	2004-2005		X	
2. Enregistrement des recettes conformément aux normes comptables du système des Nations Unies	37	2004-2005			X
3. Conservation des pièces justificatives relatives aux contributions en nature par les bureaux extérieurs	39	2004-2005	X		
4. Créances non acquittées	43	2004-2005	X		
5. Augmentation des contributions aux fonds d'affectation générale	49	2004-2005		X	
6. Recettes accessoires	52	2004-2005	X		
7. Harmonisation des systèmes d'information	55	2004-2005			X
8. Vérification des dépenses et réception en temps utile des certificats de vérification	58	2000-2001	X		
9. Avances anciennes à passer par profits et pertes ou à recouvrer	60	2004-2005	X		
10. Suivi de l'exécution des opérations et rapports sur les dépenses	62	2004-2005		X	
11. Projets non financés	64	2004-2005	X		
12. Référence aux normes comptables des Nations Unies par les auditeurs externes	66	2004-2005	X		
13. Comptabilisation des placements en euros	71	2004-2005		X	
14. Respect des règles relatives à l'ouverture des comptes bancaires	74	2000-2001		X	
15. Respect des règles de tenue des petites caisses	76	2000-2001	X		
16. Réserves couvrant les montants à provisionner au titre des prestations dues à la cessation de service	80	1998-1999		X	
17. Tenue d'inventaires des biens durables	83	2004-2005			X
18. Passations par profits et pertes	87	2004-2005	X		
19. Établissement de plans d'achat	91	2004-2005			X
20. Respect des dispositions du Manuel des achats	96	2004-2005		X	
21. Utilisation de la publicité pour inviter les fournisseurs éventuels à soumissionner	98	2004-2005	X		
22. Établissement de documents pour étayer les résultats des évaluations techniques des offres	100	2004-2005	X		

Sujet	*Paragraphe de référence*[a]	*Exercice biennal au cours duquel le problème a été signalé pour la première fois*	*Recommandation intégralement appliquée*	*Recommandation partiellement appliquée*	*Recommandation non appliquée*
23. Prévention et gestion des fraudes informatiques et télématiques	103, 105, 107	2004-2005	XXX		
24. Sécurité des systèmes informatiques	110	2004-2005	X		
25. Tests de contrôle de la sécurité informatique	113	2004-2005			X
26. Contrôle de l'intégrité des fonctionnalités ou données informatiques mises en place par des fournisseurs extérieurs	116	2004-2005	X		
27. Élaboration d'indicateurs de succès	122	2004-2005	X		
28. Plans de travail du Bureau de New York	127	2004-2005	X		
29. Prise en compte de tous les membres du personnel du Bureau de New York dans les rapports	129	2004-2005	X		
Total		**31**	**19**	**7**	**5**
Pourcentage		**100**	**61**	**23**	**16**

[a] Voir A/61/5/Add.9, chap. II.

Chapitre III
Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons examiné les états financiers, numérotés de I à VII, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007, ainsi que les notes y relatives. Ces états ont été établis sous la responsabilité du Directeur exécutif de l'ONUDC. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion à leur sujet.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, lesquelles requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner par sondage les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Directeur exécutif et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que la vérification que nous avons effectuée constitue une base raisonnable sur laquelle fonder la présente opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de l'ONUDC au 31 décembre 2007, ainsi que du résultat des opérations et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

En outre, nous estimons que les opérations de l'ONUDC qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit.

Le Premier président de la Cour des comptes de la France,
Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'ONU
(Vérificateur principal)
(*Signé*) Philippe **Séguin**

Le Président de la Commission de vérification
des comptes de la République des Philippines
(*Signé*) Reynaldo A. **Villar**

Le Vérificateur général des comptes
de la République sud-africaine
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Le 30 juin 2008

Chapitre IV
Certification des états financiers

Les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10 de l'Organisation des Nations Unies et à l'article XV des règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.

Conformément aux résolutions 46/185 C et 61/252 de l'Assemblée générale, le Directeur exécutif de l'ONUDC est chargé de tenir les comptes du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et de présenter lesdits comptes et les états financiers connexes au Comité des commissaires aux comptes, à la Commission des stupéfiants, à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et à l'Assemblée générale.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci, ainsi que les tableaux qui les accompagnent, donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'ONUDC au cours de l'exercice considéré et font partie intégrante des états financiers.

Je certifie que les états financiers du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui figurent ci-après sont corrects, d'après nos documents officiels et les rapports communiqués par les agents d'exécution.

Le Directeur exécutif de l'Office
des Nations Unies contre la drogue et le crime
(*Signé*) Antonio Maria **Costa**

Le 18 avril 2008

Chapitre V
États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2007

Abréviations

CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
ONG	Organisation non gouvernementale
OEA	Organisation des États américains
FNUD	Fonds des Nations Unies pour la démocratie
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
SLAM	Service de la lutte antimines
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FNUPI	Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNICRI	Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
USAID	United States Agency for International Development
OMS	Organisation mondiale de la Santé

État I

État récapitulatif des recettes et des dépenses et variation des réserves et du solde des fonds

(En dollars des États-Unis)

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Recettes						
Contributions volontaires	Tableau 2	29 276 264	281 401 299	–	**310 677 562**	**252 866 944**
Montants perçus au titre d'arrangements interorganisations	Tableau 2	–	16 788 662	–	**16 788 662**	**5 740 535**
Recettes diverses/accessoires						
Recettes au titre de l'appui aux programmes	Tableau 5	18 320 492	–	(18 320 492)	–	–
Intérêts créditeurs		1 668 607	13 275 227	–	**14 943 834**	**4 816 904**
Recettes accessoires		1 855 936	20 060 218	–	**21 916 154**	**(1 299 641)**
Total, recettes		**51 121 299**	**331 525 405**	**(18 320 492)**	**364 326 212**	**262 124 742**
Dépenses	Tableau 4					
Traitements et autres dépenses de personnel		41 319 128	83 951 746	–	**125 270 874**	**91 490 347**
Frais de voyage		1 142 201	15 176 574	–	**16 318 775**	**10 094 200**
Services contractuels		1 194 282	51 115 016	–	**53 375 004**	**32 602 627**
Dépenses de fonctionnement		2 529 645	13 535 730	–	**14 999 668**	**12 147 156**
Achats		1 508 137	25 506 489	–	**27 014 626**	**25 775 334**
Autres dépenses		363 147	22 577 206	–	**22 940 352**	**16 436 705**
Dépenses d'appui aux programmes (partenaires opérationnels)	Tableau 5	267 966	3 971 534	–	**4 239 500**	**4 760 530**
Total, dépenses directes		**48 324 505**	**215 834 294**	**–**	**264 158 800**	**193 306 900**
Dépenses d'appui aux programmes (ONUDC)	Tableau 5	–	18 320 492	(18 320 492)	**–**	**312 041**
Total, dépenses		**48 324 505**	**234 154 787**	**(18 320 492)**	**264 158 800**	**193 618 941**
Excédent (déficit)		**2 796 794**	**97 370 619**	**–**	**100 167 413**	**68 505 800**
Ajustements sur exercices antérieurs	Note 3, tableau 2	409 005	24 850 976	–	**25 259 981**	**(1 275 916)**
Variation nette des provisions et réserves		1 314 158	64 313	–	**1 378 471**	**(4 370 555)**
Excédent (déficit) net		**4 519 957**	**122 285 908**	**–**	**126 805 865**	**62 859 329**
Montants virés d'autres (à d'autres) fonds		5 707 632	(6 498 479)	–	**(790 847)**	**108 606**
Remboursements aux donateurs		–	(1 720 836)	–	**(1 720 836)**	**(808 216)**
Autres ajustements des réserves et du solde des fonds	Note 5	(869 607)	(510 798)	–	**(1 380 405)**	**–**
Réserves et solde des fonds en début d'exercice		11 946 116	118 922 526	–	**130 868 643**	**93 968 901**
Réserves et solde des fonds en fin d'exercice		**21 304 098**	**232 478 320**	**–**	**253 782 418**	**156 128 620**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

État II

État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds au 31 décembre 2007

(En dollars des États-Unis)

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Actif						
Encaisse et dépôts à terme		4 281 004	13 872 241	–	**18 153 246**	**7 589 876**
Placements dans la trésorerie commune des bureaux hors Siège		29 408 206	166 313 890	–	**195 722 095**	**126 321 130**
Comptes débiteurs						
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 2	658 976	156 775 289	–	**157 434 265**	**37 791 500**
Soldes débiteurs interfonds		34 941 435	49 302 533	–	**84 243 968**	**76 909 759**
Avances versées aux agents d'exécution	Note 4		8 125 582	–	**8 125 582**	**9 688 269**
Autres sommes à recevoir		111 018	470 321	–	**581 339**	**1 049 940**
Total, actif		**69 400 639**	**394 859 857**	**–**	**464 260 496**	**259 350 475**
Passif						
Engagements non réglés		937 141	10 315 812		**11 252 953**	**5 830 397**
Comptes créditeurs						
Soldes créditeurs interfonds		31 744 758	52 660 061		**84 404 819**	**73 250 954**
Avances à verser aux agents d'exécution	Note 4	–	1 457 770		**1 457 770**	**767 574**
Autres sommes à payer		30 419	61 535		**91 954**	**2 891 009**
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 2	205 333	91 597 437		**91 802 770**	**2 066 484**
Prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite	Note 5	15 156 966	3 600 706		**18 757 672**	**2 306 773**
Total, passif		**48 074 617**	**159 693 321**	**–**	**207 767 938**	**87 113 191**
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	Note 6	–	–	–	**–**	**12 000 000**
Réserves pour l'ouverture de crédits	Tableau 5	21 924	2 688 215	–	**2 710 139**	**4 108 662**
Solde des fonds		21 304 098	232 478 320	–	**253 782 418**	**156 128 620**
Total, réserves et solde des fonds		**21 326 022**	**235 166 535**	**–**	**256 492 557**	**172 237 282**
Total, passif, réserves et solde des fonds		**69 400 639**	**394 859 857**	**–**	**464 260 496**	**259 350 475**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

État III

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : recettes et dépenses et variation des réserves et du solde des fonds

(En dollars des États-Unis)

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Recettes						
Contributions volontaires	Tableau 2	25 899 416	183 677 500	–	**209 576 916**	**187 088 211**
Montants perçus au titre d'arrangements interorganisations	Tableau 2	–	15 918 469	–	**15 918 469**	**5 279 743**
Recettes diverses/accessoires						
Recettes au titre de l'appui aux programmes	Tableau 5	13 619 221	–	(13 619 221)	–	–
Intérêts créditeurs		1 204 465	7 162 491	–	**8 366 957**	**3 502 136**
Recettes accessoires[b]		1 698 596	13 516 310	–	**15 214 906**	**(2 002 574)**
Total, recettes		**42 421 699**	**220 274 770**	**(13 619 221)**	**249 077 248**	**193 867 516**
Dépenses	Tableau 4					
Traitements et autres dépenses de personnel		33 970 477	57 174 622	–	**91 145 099**	**78 062 276**
Frais de voyage		950 641	10 578 566	–	**11 529 207**	**7 968 401**
Services contractuels		1 182 129	38 806 816	–	**39 988 945**	**28 787 579**
Dépenses de fonctionnement		1 433 483	10 293 904	–	**11 727 388**	**10 655 412**
Achats		1 493 802	17 360 058	–	**18 853 861**	**24 272 302**
Autres dépenses		363 147	13 370 576	–	**13 733 722**	**11 661 794**
Dépenses d'appui aux programmes (partenaires opérationnels)	Tableau 5	267 966	2 686 513	–	**2 954 479**	**4 198 487**
Total, dépenses directes		**39 661 646**	**150 271 055**	**–**	**189 932 701**	**165 606 251**
Dépenses d'appui aux programmes (ONUDC)	Tableau 5	–	13 619 221	(13 619 221)	–	–
Total, dépenses		**39 661 646**	**163 890 276**	**(13 619 221)**	**189 932 701**	**165 606 251**
Excédent (déficit)		**2 760 053**	**56 384 494**	**–**	**59 144 547**	**28 261 265**
Ajustements sur exercices antérieurs	Note 3, tableau 2	453 489	25 810 854	–	**26 264 343**	**(976 363)**
Variation nette des provisions et réserves[c]		1 314 158	(1 703 854)	–	**(389 696)**	**(1 988 788)**
Excédent (déficit) net		**4 527 700**	**80 491 494**	**–**	**85 019 194**	**25 296 114**
Montants virés d'autres (à d'autres) fonds[d]		5 261 292	(5 495 442)	–	**(234 150)**	–
Remboursements aux donateurs		–	(500 531)	–	**(500 531)**	**(342 891)**
Autres ajustements des réserves et du solde des fonds	Note 5	127 063	475 207	–	**602 270**	–

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Réserves et solde des fonds en début d'exercice		6 420 837	55 408 971	–	**61 829 808**	**63 140 927**
Réserves et solde des fonds en fin d'exercice		**16 336 893**	**130 379 699**	**–**	**146 716 591**	**88 094 150**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

[b] Comprennent 5 348 153 dollars de gains nets provenant de la réévaluation de la trésorerie commune en euros des bureaux hors Siège, 351 902 dollars de gains nets provenant de la réévaluation des espèces du compte bancaire en euros, 1 413 971 dollars de gains provenant de la réévaluation des espèces des comptes bancaires en monnaie locale des bureaux hors Siège, 7 468 946 dollars de gains provenant de la réévaluation des contributions volontaires à recevoir en monnaies autres que le dollar et 433 198 dollars d'économies ou d'annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs.

[c] Comprend une diminution de 1 336 082 dollars résultant de montants créditeurs liés à l'apurement de comptes d'attente par le PNUD et une diminution de 1 187 587 dollars résultant de montants créditeurs découlant du paiement par la Commission européenne de sommes dues de longue date au titre d'accords de financement.

[d] Comprennent 4 657 883 dollars d'intérêts créditeurs virés de fonds d'affectation spéciale au fonds d'affectation générale.

État IV

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2007

(En dollars des États-Unis)

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Actif						
Encaisse et dépôts à terme[b]		4 281 004	12 877 398		**17 158 403**	**4 982 641**
Placements dans la trésorerie commune des bureaux extérieurs[c]		24 669 187	74 205 707		**98 874 894**	**69 987 531**
Comptes débiteurs						
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 2	623 288	122 702 805		**123 326 093**	**26 749 861**
Soldes débiteurs interfonds		33 170 815			**33 170 815**	**44 892 897**
Avances versées aux agents d'exécution	Note 4	–	7 317 703		**7 317 703**	**6 641 828**
Autres sommes à recevoir		111 018	325 612		**436 630**	**1 036 463**
Total, actif		**62 855 312**	**217 429 225**	**–**	**280 284 537**	**154 291 221**
Passif						
Engagements non réglés		784 878	3 000 428		**3 785 306**	**3 444 622**
Comptes créditeurs						
Soldes créditeurs interfonds		31 744 758			**31 744 758**	**43 393 974**
Avances à verser aux agents d'exécution	Note 4	–	1 278 894		**1 278 894**	**767 574**
Autres sommes à payer		30 419	47 454		**77 873**	**2 587 558**
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 2	205 333	79 039 312		**79 244 645**	**486 708**
Prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite[d]	Note 5	13 731 107	1 979 583		**15 710 691**	**2 160 500**
Total, passif		**46 496 495**	**85 345 673**	**–**	**131 842 168**	**52 840 936**
Réserves et soldes des fonds						
Réserve opérationnelle	Note 6				**–**	**12 000 000**
Réserves pour affectations	Tableau 5	21 924	1 703 854		**1 725 778**	**1 356 134**
Solde des fonds		16 336 893	130 379 699		**146 716 591**	**88 094 150**
Total, réserves et solde des fonds		**16 358 817**	**132 083 553**	**–**	**148 442 369**	**101 450 284**
Total, passif, réserves et solde des fonds		**62 855 312**	**217 429 225**	**–**	**280 284 537**	**154 291 221**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

[b] Se composent de dépôts productifs d'intérêts de 2 231 386 dollars sur les comptes en banque du siège de l'ONUDC, de dépôts productifs d'intérêts de 14 872 710 dollars sur les comptes en banque des bureaux extérieurs de l'ONUDC, d'un compte d'avances temporaires de 5 007 dollars géré par la CESAP et de comptes d'avances temporaires et de la petite caisse des bureaux extérieurs de l'ONUDC, représentant un montant de 49 300 dollars.

(Voir notes page suivante)

(Suite des notes du tableau)

[c] Représente la part du Fonds du Programme de lutte contre la drogue dans la trésorerie commune du siège : la part de la trésorerie commune en dollars des États-Unis comprend une encaisse et des dépôts à terme de 21 899 732 dollars, des placements à court terme de 12 697 328 dollars (valeur de réalisation de 12 700 514 dollars), des placements à long terme de 8 209 286 dollars (valeur de réalisation de 8 203 352 dollars) et des intérêts courus à recevoir de 174 542 dollars; la part de la trésorerie commune en euros comprend une encaisse et des dépôts à terme de 52 033 179 dollars (35 694 761 euros), des placements à court terme de 3 624 458 dollars (valeur de réalisation de 2 486 378 euros) et des intérêts courus à recevoir de 236 370 dollars (162 150 euros).

[d] Se composent de prestations dues à la cessation de service d'un montant de 3 864 690 dollars (dont 3 250 552 dollars de primes de rapatriement comptabilisées d'avance) et de charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service de 11 846 000 dollars au 31 décembre 2007.

État V

Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale : recettes, dépenses et variation des réserves et du solde des fonds

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Recettes						
Contributions volontaires	Tableau 3	3 376 847	97 723 799	–	**101 100 646**	**65 778 733**
Montants perçus au titre d'arrangements interorganisations	Tableau 3	–	870 193	–	**870 193**	**460 792**
Recettes diverses/accessoires				–		–
Recettes au titre de l'appui aux programmes	Tableau 5	4 701 271	–	(4 701 271)	–	–
Intérêts créditeurs		464 142	6 112 736	–	**6 576 878**	**1 314 768**
Recettes accessoires[b]		157 340	6 543 908	–	**6 701 248**	**702 933**
Total, recettes		**8 699 601**	**111 250 635**	**(4 701 271)**	**115 248 965**	**68 257 226**
Dépenses	Tableau 4					
Traitements et autres dépenses de personnel		7 348 651	26 777 124	–	**34 125 775**	**13 428 071**
Frais de voyage		191 559	4 598 008	–	**4 789 568**	**2 125 799**
Services contractuels		12 153	12 308 200	–	**13 386 059**	**3 815 049**
Dépenses de fonctionnement		1 096 161	3 241 826	–	**3 272 281**	**1 491 744**
Achats		14 335	8 146 431	–	**8 160 766**	**1 503 032**
Autres dépenses		–	9 206 630	–	**9 206 630**	**4 774 911**
Dépenses d'appui aux programmes (partenaires opérationnels)	Tableau 5	–	1 285 021	–	**1 285 021**	**562 043**
Total, dépenses directes		**8 662 860**	**65 563 239**	**–**	**74 226 099**	**28 700 649**
Dépenses d'appui aux programmes (ONUDC)	Tableau 5	–	4 701 271	(4 701 271)	–	**312 041**
Total, dépenses		**8 662 860**	**70 264 511**	**(4 701 271)**	**74 226 099**	**28 012 690**
Excédent (déficit)		**36 741**	**40 986 125**	**–**	**41 022 866**	**40 244 536**
Ajustements sur exercices antérieurs	Note 3, tableau 3	(44 485)	(959 878)	–	**(1 004 363)**	**(299 553)**
Variation nette des provisions et réserves			1 768 167	–	**1 768 167**	**(2 381 767)**
Excédent (déficit) net		**(7 744)**	**41 794 414**	**–**	**41 786 670**	**37 563 215**
Montants virés d'autres (à d'autres) fonds[c]		446 340	(1 003 037)	–	**(556 697)**	**108 606**
Éliminations		–	–	–	–	–
Remboursements aux donateurs		–	(1 220 305)	–	**(1 220 305)**	**(465 325)**
Autres ajustements des réserves et du solde des fonds		(996 670)	(986 005)	–	**(1 982 675)**	–

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité[a]**
Réserves et solde des fonds en début d'exercice		5 525 279	63 513 555	–	**69 038 835**	**30 827 974**
Réserves et solde des fonds en fin d'exercice		**4 967 205**	**102 098 622**	**–**	**107 065 827**	**68 034 470**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

[b] Comprennent 2 507 777 dollars de gains nets provenant de la réévaluation de la trésorerie commune en euros des bureaux extérieurs, 200 243 dollars de gains nets provenant de la réévaluation des espèces du compte bancaire en euros, 2 868 831 dollars de gains provenant de la réévaluation des contributions volontaires à recevoir en monnaies autres que le dollar des États-Unis et 443 550 dollars d'économies ou d'annulations au titre d'engagements d'exercices antérieurs.

[c] Comprennent 154 404 dollars d'intérêts virés des fonds d'affectation spéciale au fonds d'affectation générale.

État VI

Fonds des Nations Unies pour la prévention et la justice pénale : actif, passif, réserves et solde des fonds au 31 décembre 2007

	Référence	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	*Éliminations*	**Total 2006-2007**	**Total 2004-2005 retraité**[a]
Actif						
Encaisse et dépôts à terme[b]		–	994 843		**994 843**	**2 607 235**
Placements dans la trésorerie commune des bureaux extérieurs[c]		4 739 018	92 108 183		**96 847 201**	**56 333 599**
Comptes débiteurs						
Contributions volontaires à recevoir	Tableau 3	35 689	34 072 484		**34 108 172**	**11 041 639**
Soldes débiteurs interfonds		1 770 620	49 302 533		**51 073 153**	**32 016 862**
Avances versées aux agents d'exécution	Note 4	–	807 879		**807 879**	**3 046 441**
Autres montants à recevoir		–	144 709		**144 709**	**13 478**
Total, actif		**6 545 327**	**177 430 631**	**–**	**183 975 959**	**105 059 254**
Passif						
Engagements non réglés		152 263	7 315 383		**7 467 646**	**2 385 775**
Comptes créditeurs						
Soldes créditeurs interfonds		–	52 660 061		**52 660 061**	**29 856 980**
Avances à verser aux agents d'exécution		–	178 876		**178 876**	**–**
Autres sommes à payer		–	14 081		**14 081**	**303 451**
Recettes comptabilisées d'avance	Tableau 3	–	12 558 124		**12 558 124**	**1 579 776**
Prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite[d]	Note 5	1 425 859	1 621 123		**3 046 982**	**146 274**
Total, passif		**1 578 122**	**74 347 649**	**–**	**75 925 771**	**34 272 255**
Réserves et solde des fonds						
Réserves pour l'ouverture de crédits		–	984 361		**984 361**	**2 752 528**
Soldes des fonds		4 967 205	102 098 622		**107 065 827**	**68 034 470**
Total, réserves et solde des fonds		**4 967 205**	**103 082 983**	**–**	**108 050 188**	**70 786 998**
Total, passif, réserves et solde des fonds		**6 545 327**	**177 430 631**	**–**	**183 975 959**	**105 059 254**

[a] On a retraité les montants de l'exercice biennal 2004-2005 indiqués à titre de comparaison pour les rendre conformes à la nouvelle présentation et pour tenir compte des ajustements sur exercices antérieurs.

[b] Représentent des dépôts productifs d'intérêts de 643 068 dollars sur les comptes à vue de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, des dépôts productifs d'intérêts de 302 645 dollars sur le compte bancaire local en euros de l'Institut et des dépôts productifs d'intérêts de 49 129 dollars des États-Unis sur le compte bancaire local en dollars de l'Institut.

[c] Représente la part du Fonds du Programme de lutte contre le crime dans la trésorerie commune du Siège : la part de la trésorerie commune en dollars comprend une encaisse et des dépôts à terme de 38 071 818 dollars, des placements à court terme de 22 073 803 dollars (valeur de réalisation de 22 079 342 dollars), des placements à long terme de 14 271 519 dollars (valeur de réalisation de 14 261 203 dollars) et des intérêts courus à recevoir de 303 435 dollars; la part de la trésorerie commune en euros comprend une encaisse et des dépôts à terme de 20 598 250 dollars (14 130 399 euros), des placements à court terme de 1 434 805 dollars (valeur de réalisation de 984 277 euros) et des intérêts courus à recevoir de 93 572 dollars (64 190 euros).

[d] Représentent des prestations dues à la cessation de service de 1 083 982 dollars (dont 491 828 dollars de primes de rapatriement comptabilisées d'avance) et des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service de 1 963 000 dollars au 31 dollars 2007.

État VII

État récapitulatif des flux de trésorerie[a]

(En dollars des États-Unis)

	Fonds d'affectation générale – Programme de lutte contre la drogue	*Fonds d'affectation spéciale – Programme de lutte contre la drogue*	*Fonds d'affectation générale – Programme de lutte contre le crime*	*Fonds d'affectation spéciale – Programme de lutte contre le crime*	**Total, fonds d'affectation générale**	**Total, fonds d'affectation spéciale**	**Total 2006-2007**
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement							
Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	2 760 053	56 384 494	36 741	40 986 125	**2 796 794**	**97 370 619**	**100 167 413**
(Augmentation) Diminution des contributions volontaires à recevoir	(109 782)	(96 466 450)	87 466	(23 153 999)	**(22 316)**	**(119 620 449)**	**(119 642 765)**
(Augmentation) Diminution des soldes débiteurs interfonds	11 722 082	–	(526 235)	(18 530 056)	**11 195 847**	**(18 530 056)**	**(7 334 209)**
(Augmentation) Diminution des avances versées aux agents d'exécution	–	(675 875)	–	2 238 562	**–**	**1 562 687**	**1 562 687**
(Augmentation) Diminution des autres sommes à recevoir	520 910	78 923	1 455	(132 687)	**522 365**	**(53 763)**	**468 601**
Augmentation (Diminution) des engagements non réglés	176 595	164 088	(133 554)	5 215 425	**43 042**	**5 379 514**	**5 422 555**
Augmentation (Diminution) des soldes créditeurs interfonds	(11 649 216)	–	–	22 803 082	**(11 649 216)**	**22 803 082**	**11 153 865**
Augmentation (Diminution) des avances à verser aux agents d'exécution	–	511 320	–	178 876	**–**	**690 197**	**690 197**
Augmentation (Diminution) des autres sommes à payer	(2 557 139)	47 454	–	(289 370)	**(2 557 139)**	**(241 916)**	**(2 799 055)**
Augmentation (Diminution) des recettes comptabilisées d'avance	145 333	78 612 604	(54 111)	11 032 459	**91 222**	**89 645 064**	**89 736 285**
Augmentation (Diminution) des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite	11 570 608	1 979 583	1 350 843	1 549 865	**12 921 451**	**3 529 448**	**16 450 899**
Encaisse nette provenant du fonctionnement	**12 579 444**	**40 636 143**	**762 606**	**41 898 281**	**13 342 050**	**82 534 424**	**95 876 474**
Flux de trésorerie provenant des activités de placement							
(Augmentation) Diminution des placements dans la trésorerie commune des bureaux hors Siège	(4 174 939)	(24 712 424)	(212 276)	(40 301 326)	**(4 387 215)**	**(65 013 750)**	**(69 400 965)**
Encaisse nette provenant des activités de placement	**(4 174 939)**	**(24 712 424)**	**(212 276)**	**(40 301 326)**	**(4 387 215)**	**(65 013 750)**	**(69 400 965)**
Variations nettes des provisions et réserves	1 314 158	(1 703 854)	–	1 768 167	**1 314 158**	**64 313**	**1 378 471**
Montants virés d'autres (à d'autres) fonds	5 261 292	(5 495 442)	446 340	(1 003 037)	**5 707 632**	**(6 498 479)**	**(790 847)**
Remboursements aux donateurs	–	(500 531)	–	(1 220 305)	**–**	**(1 720 836)**	**(1 720 836)**
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	127 063	475 207	(996 670)	(986 005)	**(869 607)**	**(510 798)**	**(1 380 405)**
Variation de la réserve opérationnelle	(12 000 000)	–	–	–	**(12 000 000)**	**–**	**(12 000 000)**

	Fonds d'affectation générale – Programme de lutte contre la drogue	*Fonds d'affectation spéciale – Programme de lutte contre la drogue*	*Fonds d'affectation générale – Programme de lutte contre le crime*	*Fonds d'affectation spéciale – Programme de lutte contre le crime*	**Total, fonds d'affectation générale**	**Total, fonds d'affectation spéciale**	**Total 2006-2007**
Variation des réserves pour affectations	21 924	347 720	–	(1 768 167)	**21 924**	**(1 420 447)**	**(1 398 523)**
Encaisse nette provenant des activités de financement	**(5 275 563)**	**(6 876 900)**	**(550 330)**	**(3 209 347)**	**(5 825 893)**	**(10 086 248)**	**(15 912 141)**
	3 128 942	9 046 819	–	(1 612 392)	**3 128 942**	**7 434 427**	**10 563 369**
	1 152 062	3 830 579	–	2 607 235	**1 152 062**	**6 437 814**	**7 589 876**
	4 281 004	**12 877 398**	**–**	**994 843**	**4 281 004**	**13 872 241**	**18 153 245**

[a] Les flux de trésorerie sont basés sur les états financiers retraités de l'exercice biennal 2004-2005 après ajustements sur exercices antérieurs des soldes des Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime.

Tableau 1

Récapitulatif et classement chronologique des contributions annoncées et des contributions versées au 31 décembre 2007

(En dollars des États-Unis)

		Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007							
Donateur	*Contributions non payées au 1er janv. 2006* *(a)*	*Fonds d'affectation générale* *(b)*	*Fonds d'affectation spéciale* *(c)*	**Total** **(d=b+c)**	*Contributions annoncées pour les années à venir* *(e)*	*Ajustements* *(f)*	*Contributions recouvrées* *(g)*	*Réévaluation (pertes)/gains* *(h)*	*Contributions annoncées non versées au 31 déc. 2007* *(i=a+d+e+f–g+h)*
A. Contributions volontaires des États Membres									
Programme de lutte contre la drogue	17 871 714	25 899 416	111 938 674	**137 838 090**	36 896 752	(619 547)	130 562 156	6 490 380	67 915 233
Programme de lutte contre le crime	10 693 758	3 376 845	73 744 144	**77 120 990**	9 855 963	(603 366)	70 704 236	2 900 125	29 263 233
Total A	**28 565 472**[a]	**29 276 261**	**185 682 818**	**214 959 080**	**46 752 715**	**(1 222 913)**	**201 266 392**	**9 390 505**	**97 178 466**
B. Contributions volontaires des États Membres au titre du partage des coûts									
Programme de lutte contre la drogue	3 854 996	–	48 699 846	**48 699 846**	25 679 412	(67 000)	48 755 742	92 271	29 503 783
Programme de lutte contre le crime	30 000	–	2 627 548	**2 627 548**	1 679 000	–	1 069 331	–	3 267 216
Total B	**3 884 996**[a]	**–**	**51 327 394**	**51 327 394**	**27 358 412**	**(67 000)**	**49 825 073**	**92 271**	**32 770 999**
C. Contributions volontaires d'autres organisations gouvernementales									
Programme de lutte contre la drogue	3 244 051	–	22 518 688	**22 518 688**	–	–	20 081 362	569 006	6 250 382
Programme de lutte contre le crime	7 230	–	19 814 383	**19 814 383**	–	(7 188)	19 076 954	88 578	826 050
Total C	**3 251 281**[a]	**–**	**42 333 071**	**42 333 071**	**–**	**(7 188)**	**39 158 316**	**657 584**	**7 076 432**
D. Contributions volontaires de donations publiques									
Programme de lutte contre la drogue	–	–	520 292	**520 292**	–	–	503 239	(5 287)	11 766
Programme de lutte contre le crime	310 651	3	1 537 724	**1 537 724**	617 219	(294 118)	1 575 465	61 259	657 272
Total D	**310 651**[a]	**3**	**2 058 016**	**2 058 016**	**617 219**	**(294 118)**	**2 078 704**	**55 972**	**669 038**
Total, contributions volontaires									
Programme de lutte contre la drogue	**24 970 761**	**25 899 416**	**183 677 500**	**209 576 916**	**62 576 164**	**(686 547)**	**199 902 499**	**7 146 370**	**103 681 164**
Programme de lutte contre le crime	**11 041 639**	**3 376 847**	**97 723 799**	**101 100 646**	**12 152 182**	**(904 672)**	**92 425 985**	**3 049 962**	**34 013 772**
Total (A + B + C + D)	**36 012 400**[a]	**29 276 264**	**281 401 299**	**310 677 562**	**74 728 346**	**(1 591 219)**	**292 328 484**	**10 196 332**	**137 694 936**

Donateur	Contributions non payées au 1er janv. 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes)/gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 déc. 2007 (i=a+d+e+f–g+h)
E. Fonds perçus au titre d'arrangements interorganisations									
Programme de lutte contre la drogue	1 779 100	–	15 918 469	**15 918 469**	16 668 481	–	15 043 698	322 577	19 644 929
Programme de lutte contre le crime	–	–	870 193	**870 193**	405 942	–	1 181 708	(27)	94 400
Total E	**1 779 100**[a]	**–**	**16 788 662**	**16 788 662**	**17 074 423**	**–**	**16 225 406**	**322 550**	**19 739 329**
Total général									
Programme de lutte contre la drogue	**26 749 861**	**25 899 416**	**199 595 969**	**225 495 385**	**79 244 645**	**(686 547)**	**214 946 197**	**7 468 947**	**123 326 093**
Programme de lutte contre le crime	**11 041 639**	**3 376 847**	**98 593 992**	**101 970 839**	**12 558 124**	**(904 672)**	**93 607 693**	**3 049 935**	**34 108 172**
Total général (A + B + C + D + E)	**37 791 500**[a]	**29 276 264**	**298 189 961**	**327 466 224**	**91 802 770**	**(1 591 219)**	**308 553 890**	**10 518 882**	**157 434 265**

[a] Les contributions annoncées et non versées au 1er janvier 2006 ont été retraitées compte tenu du fait que les contributions versées au Fonds du Programme de la lutte contre la drogue et au sous-compte de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice du Programme de lutte contre le crime sont désormais comptabilisées selon les principes de la comptabilité en droits constatés et non pas de la comptabilité de caisse (tableaux 2 et 3 et note 3).

Classement chronologique des contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007

	0-6 mois	*7-12 mois*	*13-24 mois*	*Plus de 24 mois*	**Total**
A. Contributions volontaires des États Membres					
Programme de lutte contre la drogue	18 621 741	17 309 668	25 951 071	6 032 752	**67 915 233**
Programme de lutte contre le crime	11 588 212	11 073 672	1 074 278	5 527 071	**29 263 233**
B. Contributions volontaires des États Membres au titre du partage des coûts					
Programme de lutte contre la drogue	10 379 629	951 460	14 831 170	3 341 524	**29 503 783**
Programme de lutte contre le crime	2 000	758 983	2 476 233	30 000	**3 267 216**
C. Contributions volontaires d'autres organisations gouvernementales					
Programme de lutte contre la drogue	1 540 958	1 000 000	2 395 728	1 313 696	**6 250 382**
Programme de lutte contre le crime	500 000	–	326 051	–	**826 051**
D. Contributions volontaires de donations publiques					
Programme de lutte contre la drogue	–	–	11 766	–	**11 766**
Programme de lutte contre le crime	652 272	–	5 000	–	**657 272**
Total, contributions volontaires					
Programme de lutte contre la drogue	**30 542 328**	**19 261 128**	**43 189 735**	**10 687 972**	**103 681 164**
Programme de lutte contre le crime	**12 742 484**	**11 832 655**	**3 881 562**	**5 557 071**	**34 013 772**
Total (A + B + C + D)					
E. Fonds perçus au titre d'arrangements interorganisations					
Programme de lutte contre la drogue	10 793 708	7 500 996	788 590	561 635	**19 644 929**
Programme de lutte contre le crime	62 000		32 400	–	**94 400**
Total, Programme de lutte contre la drogue	**41 336 036**	**26 762 124**	**43 978 325**	**11 249 607**	**123 326 092**
Total, Programme de lutte contre le crime	**12 804 484**	**11 832 655**	**3 913 962**	**5 557 071**	**34 108 172**
Total général (A + B + C + D + E)	**54 140 520**	**38 594 779**	**47 892 287**	**16 806 678**	**157 434 265**

Tableau 2

Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues : contributions versées et contributions annoncées au 31 décembre 2007

		Recettes provenant des annonces de contributions pour 2006-2007							
Donateur	*Contributions non payées au 1er janvier 2006* *(a)*	*Fonds d'affectation générale* *(b)*	*Fonds d'affectation spéciale* *(c)*	**Total 2006-2007** **(d=b+c)**	*Contributions annoncées pour les années à venir* *(e)*	*Ajustements* *(f)*	*Contributions recouvrées* *(g)*	*Réévaluation (pertes)/gains* *(h)*	*Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007* *(i=a+d+e+f-g+h)*
A. Contributions volontaires des États Membres									
Afrique du Sud	–	4 022	–	**4 022**	–	–	4 022	–	–
Algérie	10 000	20 000	–	**20 000**	10 000	(10 000)[a]	20 000	–	10 000
Allemagne	–	1 554 780	2 999 720	**4 554 500**	1 543 453	–	4 674 643	20 831	1 444 141
Arabie saoudite	–	100 000	–	**100 000**	50 000	(50 000)[a]	100 000	–	–
Australie	–	788 954	9 744 759	**10 533 713**	–	(426 708)[a]	7 568 860	46 075	2 584 220
Autriche	–	108 740	1 452 837	**1 561 577**	–	(131 752)[b]	1 469 938	40 113	–
Bangladesh	–	2 000	–	**2 000**	–	–	2 000	–	–
Belgique	–	371 228	93 334	**464 562**	–	–	449 372	69	15 259
Bolivie	–	–	15 000	**15 000**	–	–	15 000	–	–
Canada	730 769	903 602	10 816 490	**11 720 092**	8 629 310	90 090[c]	10 589 250	3 170 263	13 751 274
Chine	–	67 853	10 000	**77 853**	–	–	63 921	–	13 932
Colombie	–	80 000	88 810	**168 810**	9 333	(80 000)[b]	98 143	–	–
Croatie	–	10 000	–	**10 000**	6 000	–	10 000	–	6 000
Danemark	–	2 753 017	–	**2 753 017**	–	–	2 805 344	52 327	–
Émirats arabes unis	–	–	1 170 887	**1 170 887**	–	–	1 170 887	–	–
Espagne	1 147 575	455 675	1 444 562	**1 900 237**	–	–	3 053 461	5 649	–
États-Unis d'Amérique	15 052 267	2 000 000	15 886 236	**17 886 236**	1 000 000	–	18 125 986	–	15 812 517
Fédération de Russie	–	200 000	800 000	**1 000 000**	–	–	1 000 000	–	–
Finlande	–	590 301	4 077 327	**4 667 628**	3 213 011	–	4 402 326	93 115	3 571 428
France	–	1 754 065	2 973 226	**4 727 291**	–	118 075[b, c]	4 813 322	4 399	36 443
Grèce	–	20 000	90 000	**110 000**	–	–	110 000	–	–
Hongrie	–	–	92 982	**92 982**	–	–	99 785	6 803	–
Inde	60 000	200 000	400 000	**600 000**	300 000	–	899 910	(90)	60 000
Irlande	–	1 321 055	1 106 065	**2 427 120**	–	–	2 427 120	–	–

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contributions pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	**Total 2006-2007 (d=b+c)**	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes)/gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f-g+h)
Israël	–	24 000	–	**24 000**	–	–	24 000	–	–
Italie	–	3 407 775	5 549 487	**8 957 262**	1 031 531	–	8 261 638	232 407	1 959 562
Japon	–	1 648 011	2 472 935	**4 120 946**	–	–	4 120 946	–	–
Kazakhstan		25 000	–	**25 000**	–	–	–	–	25 000
Koweït	10 000	10 000	–	**10 000**	5 000	–	20 000	–	5 000
Liechtenstein	200 000	–	500 000	**500 000**	250 000	–	550 000	–	400 000
Luxembourg	200 000	199 147	1 868 683	**2 067 830**	–	–	1 730 393	57 315	594 752
Madagascar	–	1 000	–	**1 000**	–	–	–	–	1 000
Malaisie	–	20 000	–	**20 000**	–	–	20 000	–	–
Malte	–	280	–	**280**	–	–	280	–	–
Maroc	–	9 000	–	**9 000**	–	–	9 000	–	–
Mexique	–	200 000	400 000	**600 000**	–	–	600 000	–	–
Monaco	–	20 000	–	**20 000**	–	–	20 000	–	–
Nigéria	–	100 000	23 550	**123 550**	–	–	–	–	123 550
Norvège	–	2 713 968	2 820 232	**5 534 200**	–	–	5 555 439	21 239	–
Nouvelle-Zélande	–	137 814	–	**137 814**	–	–	137 814	–	–
Pakistan	–	1 956	–	**1 956**	–	–	1 956	–	–
Panama	–	6 500	–	**6 500**	–	–	6 500	–	–
Pays-Bas	–	–	11 855 690	**11 855 690**	16 447 368	–	8 439 910	2 535 490	22 398 638
Pologne	–	–	48 500	**48 500**	–	(31 632)[b]	16 868	–	–
Portugal	–	50 000	–	**50 000**	–	–	50 000	–	–
République de Corée	–	150 000	–	**150 000**	–	–	150 000	–	–
République démocratique populaire lao	1 000	6 000	–	**6 000**	–	–	6 000	–	1 000
République tchèque	–	206 714	310 071	**516 785**	–	–	516 785	–	–
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	371 978	–	12 116 515	**12 116 515**	442 100	(97 619)[b, c]	11 634 901	(3 214)	1 194 859
Singapour	–	10 000	–	**10 000**	5 000	–	5 000	–	10 000

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contributions pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total 2006-2007 (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes)/gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f-g+h)
Slovénie	–	19 577	–	**19 577**	–	–	5 000	–	14 577
Sri Lanka	–	10 000	–	**10 000**	–	–	10 000	–	–
Suède	–	3 072 283	19 476 129	**22 548 412**	3 924 647	–	22 833 177	212 198	3 852 080
Suisse	78 125	101 938	244 646	**346 584**	–	–	420 089	(4 620)	–
Thaïlande	–	40 000	20 000	**60 000**	30 000	–	60 000	–	30 000
Tunisie	–	3 161	–	**3 161**	–	–	3 171	10	–
Turquie	–	380 000	970 000	**1 350 000**	–	–	1 350 000	–	–
Venezuela (République bolivarienne du)	10 000	20 000	–	**20 000**	–	–	30 000	–	–
Total A	**17 871 714**	**25 899 416**	**111 938 674**	**137 838 090**	**36 896 752**	**(619 547)**	**130 562 156**	**6 490 380**	**67 915 233**
B. Contributions volontaires des États Membres au titre du partage des coûts									
Bahreïn	–	–	535 600	**535 600**	–	–	267 858	–	267 742
Bolivie	220 562	–	439 900	**439 900**	–	–	169 055	–	491 407
Brésil	–	–	24 834 199	**24 834 199**	20 646 762	(67 000)[b]	26 359 850	–	19 054 111
Colombie	407 857	–	17 776 226	**17 776 226**	–	–	16 040 730	92 271	2 235 624
Émirats arabes unis	–	–	478 000	**478 000**	–	–	478 000	–	–
Mexique	1 953 743	–	891 170	**891 170**	–	–	1 736 299	–	1 108 614
Pérou	1 022 834	–	2 129 001	**2 129 001**	–	–	2 088 200	–	1 063 635
Qatar	250 000	–	1 615 750	**1 615 750**	5 032 650	–	1 615 750	–	5 282 650
Total B	**3 854 996**	**–**	**48 699 846**	**48 699 846**	**25 679 412**	**(67 000)**	**48 755 742**	**92 271**	**29 503 783**
C. Contributions volontaires d'autres organisations gouvernementales									
Banque interaméricaine de développement	–	–	1 430 000	**1 430 000**	–	–	–	–	1 430 000
Banque mondiale	–	–	200 000	**200 000**	–	–	110 000	–	90 000
Commission européenne	–	–	9 831 973	**9 831 973**	–	–	10 414 574	582 601	–
Conseil olympique d'Asie	–	–	100 000	**100 000**	–	–	100 000	–	–
Conseil OTAN-Russie	–	–	942 400	**942 400**	–	–	934 900	–	7 500

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contributions pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total 2006-2007 (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes)/gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f-g+h)
OEA	–	–	89 500	**89 500**	–	–	87 383	(2 117)	–
OPEP	40 000	–	2 000 000	**2 000 000**	–	–	976 812	–	1 063 188
OSCE	–	–	9 459	**9 459**	–	–	9 459	–	–
USAID	3 204 051	–	7 915 355	**7 915 355**	–	–	7 448 234	(11 478)	3 659 694
Total C	**3 244 051**	**–**	**22 518 688**	**22 518 688**	**–**	**–**	**20 081 362**	**569 006**	**6 250 382**
D. Contributions volontaires de donations publiques									
Centre de prévention de l'abus des drogues	–	–	298 980	**298 980**	–	–	291 564	(7 416)	–
Commission de prévention de la drogue d'Amérique centrale	–	–	15 000	**15 000**	–	–	15 000	–	–
Conagran Litda, Colombie	–	–	210	**210**	–	–	210	–	–
COPARMEX, Nuevo Sierra Leone	–	–	12 000	**12 000**	–	–	12 000	–	–
Discothèques clubs	–	–	2 141	**2 141**	–	–	2 141	–	–
Empresa de Energía de Cundinamarca	–	–	7 143	**7 143**	–	–	7 143	–	–
Estée Lauder Cosmetics	–	–	24 184	**24 184**	–	–	24 184	–	–
FRG Corp. Club Social, Colombie	–	–	782	**782**	–	–	782	–	–
Fundação Vale do Rio Doce	–	–	6 920	**6 920**	–	–	6 920	–	–
Gestasal Ltda., Colombie	–	–	333	**333**	–	–	333	–	–
Organisation internationale pour les migrations	–	–	41 182	**41 182**	–	–	31 545	2 129	11 766
Salto del Angel, Colombie	–	–	6 395	**6 395**	–	–	6 395	–	–
Swissmedic	–	–	40 755	**40 755**	–	–	40 755	–	–
Trans Archivos, Colombie	–	–	444	**444**	–	–	444	–	–
Transpack	–	–	355	**355**	–	–	355	–	–

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contributions pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	**Total 2006-2007 (d=b+c)**	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes)/gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f-g+h)
Turning Point Alcohol and Drug Centre	–	–	63 468	**63 468**	–	–	63 468	–	–
Total D	**–**	**–**	**520 292**	**520 292**	**–**	**–**	**503 239**	**(5 287)**	**11 766**
Total, contributions volontaires									
Total A + B + C + D	**24 970 761**	**25 899 416**	**183 677 500**	**209 576 916**	**62 576 164**	**(686 547)**	**199 902 499**	**7 146 370**	**103 681 164**
E. Fonds perçus au titre d'arrangements interorganisations									
Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine	554 274	–	1 235 425	**1 235 425**	–	–	436 135	–	1 353 564
ONUSIDA	149 956	–	12 035 971	**12 035 971**	16 668 481	–	11 575 927	321 815	17 600 296
PNUD	1 074 870	–	920 305	**920 305**	–	–	1 690 814	–	304 361
Service de la lutte antimines	–	–	314 600	**314 600**	–	–	314 600	–	–
FINUPI	–	–	289 150	**289 150**	–	–	289 912	762	–
FNUAP	–	–	157 700	**157 700**	–	–	157 700	–	–
UNICEF	–	–	33 170	**33 170**	–	–	33 170	–	–
UNICRI	–	–	4 048	**4 048**	–	–	4 048	–	–
UNOPS	–	–	928 100	**928 100**	–	–	541 392	–	386 708
Total E	**1 779 100**	**–**	**15 918 469**	**15 918 469**	**16 668 481**	**–**	**15 043 698**	**322 577**	**19 644 929**
Total général A + B + C + D + E	**26 749 861**[d]	**25 899 416**	**199 595 969**	**225 495 385**	**79 244 645**	**(686 547)**	**214 946 197**	**7 468 947**	**123 326 093**

[a] Ajustements comptables concernant les contributions annoncées pour l'exercice financier 2006 qui ont été recouvrées par avance et enregistrées comme recettes au cours de l'exercice biennal 2004-2005 (note 3).

[b] Transfert au Fonds du Programme de lutte contre le crime.

[c] Transferts du Fonds du Programme de lutte contre le crime.

[d] Les contributions non payées au 1er janvier 2006 ont été enregistrées comme des ajustements au titre d'exercices antérieures parce que les recettes provenant de ces contributions annoncées n'étaient pas reconnues avant 2006 (note 3).

Tableau 3

Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale : contributions versées et contributions annoncées au 31 décembre 2007

		Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007							
Donateur	*Contributions non payées au 1er janvier 2006* *(a)*	*Fonds d'affectation générale* *(b)*	*Fonds d'affectation spéciale* *(c)*	**Total** **(d=b+c)**	*Contributions annoncées pour les années à venir* *(e)*	*Ajustements* *(f)*	*Contributions recouvrées* *(g)*	*Réévaluation (pertes) gains* *(h)*	*Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007* *(i=a+d+e+f–g+h)*
A. Contributions volontaires des États Membres									
Allemagne	(993)[d]	–	662 97	**662 97**	1 411 29		580 75	15 712	1 508 22
Australie	–	–	461 40	**461 40**	60 00	–	452 28	(9 117)	60 00
Autriche	17 751	48 59	1 571 93	**1 620 52**	756 35	92 227[a]	1 739 27	42 503	790 08
Bélarus	–	–	20 00	**20 00**	–	–	20 00	–	–
Belgique	–	–	108 50	**108 50**	–		19 18	680	90 00
Bolivie	1 000	–	–	**–**	–	–	–	–	1 00
Cameroun	–	1 95	–	**1 95**	–	–	1 95	–	–
Canada	209 401	183 54	7 970 82	**8 154 37**	4 093 61	(90 090)[b]	6 272 45	1 052 418	7 147 26
Cap-Vert	5 025 515	–	–	**–**	–	–	992 51	1 099 700	5 132 70
Chili	6 000	15 00	10 00	**25 00**	–	–	36 00	5 000	–
Colombie	–	–	472 46	**472 46**	–	80 000[a]	567 41	14 943	–
Croatie	–	5 00	–	**5 00**	–	–	5 00	–	–
Danemark	–	–	1 842 35	**1 842 35**	–	–[c]	1 829 74	(12 618)	–
Émirats arabes unis	–	–	13 630 00	**13 630 00**	1 370 00		10 000 00	–	5 000 00
Espagne	47 337	–	1 569 40	**1 569 40**	–	–	1 616 74	–	–
États-Unis d'Amérique	2 452 670	–	3 915 35	**3 915 35**	–	–	3 345 67	–	3 022 35
Finlande	–	–	310 45	**310 45**	51 88		316 27	12 250	58 30
France	–	–	1 494 42	**1 494 42**	–	(183 951)[a, b]	1 279 63	(30 840)	–
Grèce	–	–	200 00	**200 00**			200 00	–	–
Hongrie	–	–	75 39	**75 39**	–	–	46 31	2 550	31 63
Inde	24 000	103 00	–	**103 00**	–		127 00	–	–
Indonésie	–	–	622 44	**622 44**		(616 803)[e]	–	–	5 63
Irlande	–	–	1 055 46	**1 055 46**	–	–	1 055 46	–	–
Italie	–	1 844 50	17 169 62	**19 014 12**	903 97	–	17 784 93	715 578	2 848 74

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes) gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f–g+h)
Jamahiriya arabe libyenne	–	–	1 696 20	**1 696 20**			831 24	–	864 95
Japon	36 160	20 00	184 74	**204 74**	–	–	205 51	(413)	34 98
Liechtenstein	200 000	–	150 00	**150 00**	50 00	–	350 00	–	50 00
Madagascar	1 000	1 00	–	**1 00**	–	–	1 00	–	1 00
Maroc	8 000	8 00	–	**8 00**	–	–	16 00	–	–
Monaco	–	–	120 00	**120 00**	60 00	–	124 85	4 851	60 00
Nigéria	–	–	8 71	**8 71**			8 71	–	–
Norvège	–	960 82	4 572 97	**5 533 79**	–	–	5 504 73	(29 061)	–
Nouvelle-Zélande	–	–	140 84	**140 84**			137 69	(3 154)	–
Pays-Bas	1 243 589[f]	–	2 799 19	**2 799 19**	174 86		3 533 27	6 674	691 04
Pologne	–	–	168 39	**168 39**	–	31 632[a]	199 55	(476)	–
République de Corée	–	40 25	200 00	**240 25**	300 00	–	40 25	–	500 00
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	884 108	–	3 368 18	**3 368 18**	530 49	83 619[a, b, g]	4 002 09	50 436	914 75
Suède	–	139 73	5 593 79	**5 733 53**	–	–	5 691 23	(42 302)	–
Suisse	485 065	–	1 319 88	**1 319 88**	93 49	–	1 506 11	4 524	396 85
Tunisie	2 239	2 27	–	**2 27**	–	–	1 11	287	3 68
Turquie	50 000	–	250 00	**250 00**	–	–	250 00	–	50 00
Venezuela (République bolivarienne du)	916	3 16	8 16	**11 33**	–	–	12 25	–	–
Total A	**10 693 758**	**3 376 84**	**73 744 14**	**77 120 99**	**9 855 96**	**(603 366)**	**70 704 23**	**2 900 125**	**29 263 23**
B. Contributions volontaires des États Membres au titre du partage des coûts									
Brésil	30 000	–	2 578 24	**2 578 24**	1 679 00	–	1 020 03	–	3 267 21
Colombie	–	–	49 29	**49 29**	–	–	49 29	–	–
Total B	**30 000**	**–**	**2 627 54**	**2 627 54**	**1 679 00**	**–**	**1 069 33**	**–**	**3 267 21**
C. Contributions volontaires d'autres organisations gouvernementales									
Commission européenne[h]		–	18 242 49	**18 242 49**	–		18 328 65	86 164	–

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes) gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f–g+h)
OSCE, Vienne	7 230	–	20 36	**20 36**	–	(7 188)	20 99	586	–
USAID	–	–	1 507 00	**1 507 00**	–	–	680 95	–	826 05
OSCE, Belgique	–	–	44 52	**44 52**	–	–	46 35	1 828	–
Total C	**7 230**	**–**	**19 814 38**	**19 814 38**	**–**	**(7 188)**	**19 076 95**	**88 578**	**826 05**
D. Contributions volontaires de donations publiques									
Donations de particuliers	–	3	–	**3**	–	–	3	–	–
Agenzia Italiana del Farmaco	–	–	72 04	**72 04**	107 89	–	73 96	3 177	109 15
Cassa di Rispamio di Torino	–	–	78 71	**78 71**	–	–	80 05	1 345	–
Ciga Gestioni SpA	–	–	1 63	**1 63**	–	–	1 63	–	–
Conseil scandinave de recherche en criminologie	–	–	9 98	**9 98**	–	–	9 98	–	–
Courtroom Television Network	–		25 00	**25 00**	–	–	25 00	–	–
Drosos Foundation	–	–	430 53	**430 53**	5 00	–	430 53	–	4 99
Equality Now Inc.	–	–	38 79	**38 79**	–	–	38 79	–	–
Equipelectro Ltda.	–	–	31 96	**31 96**	–	–	31 96	–	–
Regione Piemonte	14 793[i]	–	–	**–**	–		15 11	322	–
Roadside Attractions	–	–	2 82	**2 82**	–	–	2 82	–	–
San Paolo Foundation	295 858[i]	–	811 24	**811 24**	504 32	(294 118)	860 60	56 415	513 11
Small Arms Survey	–	–	30 00	**30 00**	–	–	–	–	30 00
Diverses donations publiques	–	–	5 00	**5 00**	–	–	5 00	–	–
Total D	**310 651**	**3**	**1 537 72**	**1 537 72**	**617 21**	**(294 118)**	**1 575 46**	**61 259**	**657 27**
Total, contributions volontaires									
Total A+B+C+D	**11 041 639**	**3 376 84**	**97 723 79**	**101 100 64**	**12 152 18**	**(904 672)**	**92 425 98**	**3 049 962**	**34 013 77**
E. Fonds perçus au titre d'arrangements interorganisations									
Département des affaires économiques et sociales	–	–	13 68	**13 68**	–	–	13 68	–	–

Donateur	Contributions non payées au 1er janvier 2006 (a)	Recettes provenant des annonces de contribution pour 2006-2007: Fonds d'affectation générale (b)	Fonds d'affectation spéciale (c)	Total (d=b+c)	Contributions annoncées pour les années à venir (e)	Ajustements (f)	Contributions recouvrées (g)	Réévaluation (pertes) gains (h)	Contributions annoncées non versées au 31 décembre 2007 (i=a+d+e+f–g+h)
Fonds des Nations Unies pour la démocratie	–	–	559 98	**559 98**	397 09	–	957 07	–	–
PNUD	–	–	8 92	**8 92**	–	–	8 92	–	–
PNUD, Afghanistan	–	–	40 00	**40 00**	–	–	–	–	40 00
PNUD, Brésil	–	–	32 40	**32 40**	–	–	–	–	32 40
PNUD, Inde	–	–	50 00	**50 00**	–	–	50 00	–	–
PNUD, Monténégro	–	–	30 00	**30 00**	8 85	–	20 00	–	18 85
PNUD, Mozambique	–	–	27 00	**27 00**	–	–	27 00	–	–
PNUD, Thaïlande	–	–	40 00	**40 00**	–	–	40 00	–	–
PNUD/UNIFEM	–	–	10 00	**10 00**	–	–	10 00	–	–
Siège de l'ONU	–	–	10 06	**10 06**	–	–	10 06	–	–
UNICEF	–	–	18 15	**18 15**	–	–	15 00	–	3 15
UNICEF, Inde	–	–	15 00	**15 00**	–	–	15 00	–	–
UNICEF, Liban	–	–	15 00	**15 00**	–	–	14 97	(27)	–
Total E	**–**	**–**	**870 19**	**870 19**	**405 94**	**–**	**1 181 70**	**(27)**	**94 40**
Total général A+B+C+D+E	**11 041 639**[i]	**3 376 84**	**98 593 99**	**101 970 83**	**12 558 12**	**(904 672)**	**93 607 69**	**3 049 935**	**34 108 17**

[a] Transfert au Fonds du Programme de lutte contre la drogue.
[b] Transfert du Fonds du Programme de lutte contre la drogue.
[c] Les recettes provenant du Danemark sont un montant net qui tient compte d'un ajustement de 164 964 dollars destiné à corriger des recettes au titre d'un exercice antérieur constatées d'avance par erreur en 2005 (note 3).
[d] Les contributions annoncées par l'Allemagne et non versées au 1er janvier 2006 ont été retraitées pour tenir compte d'un ajustement correspondant à la passation par profits et pertes d'un montant de 9 868 dollars pour une annonce de contribution au titre d'un exercice antérieur.
[e] Transfert du Fonds du Programme de lutte contre le crime pour un fonds de services temporaires.
[f] Les contributions annoncées et non versées par les Pays-Bas ont été retraitées pour tenir compte de la passation par profits et pertes d'un montant de 56 dollars correspondant à une déduction de frais bancaires.
[g] Un montant de 213 819 dollars a été transféré du Fonds du Programme de lutte contre la drogue, un montant de 134 200 dollars a été transféré au Fonds du Programme de lutte contre la drogue et un montant de 14 000 dollars a été remboursé au donateur.
[h] Conformément aux instructions du Siège de l'ONU, des contributions non acquittées d'un montant de 17 753 432 dollars qui avaient été enregistrées pour la Commission européenne au 1er janvier 2006 ont été annulées en 2006 (note 3) et les contributions non payées au 1er janvier 2006 ont été retraitées.
[i] Les contributions non payées pour le sous-compte de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice au 1er janvier 2006 ont été retraitées compte tenu du fait que les contributions sont désormais comptabilisées selon les principes de la comptabilité en droits constatés et non pas de la comptabilité de caisse.

Tableau 4
Récapitulatif du budget et des dépenses
(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds du Programme de lutte contre la drogue			*Fonds du Programme de lutte contre le crime*			**Total**		
Catégorie	*Budget*	*Dépenses*	*Solde*	*Budget*	*Dépenses*	*Solde*	**Budget**	**Dépenses**	**Solde**
I. Direction exécutive et administration									
Fonds d'affection générale									
Postes	651,0	675,0	(24,0)	–	–	–	**651,0**	**675,0**	**(24,0)**
Objets de dépense autres que les postes	551,5	342,5	209,0	–	–	–	**551,5**	**342,5**	**209,0**
Fonds d'affectation spéciale	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**	**–**
Total partiel, I	**1 202,5**	**1 017,5**	**185,0**	**–**	**–**	**–**	**1 202,5**	**1 017,5**	**185,0**
II. Programme de travail									
A. Sous-programme 1 : État de droit									
Fonds d'affection générale									
Postes	22,5	1,5	21,0	–	–	–	**22,5**	**1,5**	**21,0**
Objets de dépense autres que les postes	1,2	–	1,2	68,8	68,8	–	**70,0**	**68,8**	**1,2**
Fonds d'affectation spéciale	3 175,7	2 737,0	438,7	19 523,3	10 975,4	8 547,9	**22 699,0**	**13 712,4**	**8 986,6**
Total partiel, II.A	**3 199,4**	**2 738,5**	**460,9**	**19 592,1**	**11 044,2**	**8 547,9**	**22 791,5**	**13 782,7**	**9 008,8**
B. Sous-programme 2 : Analyse des politiques et des tendances									
Fonds d'affection générale									
Postes	6 330,9	6 266,7	64,2	455,7	441,2	14,5	**6 786,6**	**6 707,9**	**78,7**
Objets de dépense autres que les postes	1 048,1	703,2	344,9	174,7	147,2	27,5	**1 222,8**	**850,4**	**372,4**
Fonds d'affectation spéciale	6 764,2	6 982,2	(218,0)	1 290,6	1 101,6	189,0	**8 054,8**	**8 083,8**	**(29,0)**
Total partiel, II.B	**14 143,2**	**13 952,1**	**191,1**	**1 921,0**	**1 690,0**	**231,0**	**16 064,2**	**15 642,1**	**422,1**
C.1 Sous-programme 3 : Prévention, traitement, réinsertion et développement alternatif (siège)									
Fonds d'affection générale									
Postes	8 089,9	7 471,6	618,3	658,4	834,7	(176,3)	**8 748,3**	**8 306,3**	**442,0**
Objets de dépense autres que les postes	944,1	866,4	77,7	219,9	310,3	(90,4)	**1 164,0**	**1 176,7**	**(12,7)**
Fonds d'affectation spéciale	27 415,0	26 446,1	968,9	20 662,3	24 095,7	(3 433,4)	**48 077,3**	**50 541,8**	**(2 464,5)**
Total partiel, II.C.1	**36 449,0**	**34 784,1**	**1 664,9**	**21 540,6**	**25 240,7**	**(3 700,1)**	**57 989,6**	**60 024,8**	**(2 035,2)**
C.2 Sous-programme 3 : Prévention, traitement, réinsertion et développement alternatif (bureaux extérieurs)									
Fonds d'affection générale									
Postes	13 985,3	13 980,9	4,4	4 961,8	4 645,1	316,7	**18 947,1**	**18 626,0**	**321,1**

Catégorie	Fonds du Programme de lutte contre la drogue			Fonds du Programme de lutte contre le crime			Total		
	Budget	*Dépenses*	*Solde*	*Budget*	*Dépenses*	*Solde*	**Budget**	**Dépenses**	**Solde**
Objets de dépense autres que les postes	1 348,0	1 614,0	(266,0)	653,2	1 153,8	(500,6)	**2 001,2**	**2 767,8**	**(766,6)**
Fonds d'affectation spéciale	106 554,7	110 626,8	(4 072,1)	17 489,9	21 626,2	(4 136,3)	**124 044,6**	**132 253,0**	**(8 208,4)**
Total partiel, II.C.2	**121 888,0**	**126 221,7**	**(4 333,7)**	**23 104,9**	**27 425,1**	**(4 320,2)**	**144 992,9**	**153 646,8**	**(8 653,9)**
III. Appui aux programmes									
Fonds d'affection générale									
Postes	4 629,1	4 489,7	139,4	723,5	608,7	114,8	**5 352,6**	**5 098,4**	**254,2**
Objets de dépense autres que les postes	3 889,3	2 982,2	907,1	591,2	453,1	138,1	**4 480,5**	**3 435,3**	**1 045,2**
Fonds d'affectation spéciale	917,4	792,5	124,9	5 988,5	6 479,3	(490,8)	**6 905,9**	**7 271,8**	**(365,9)**
Agents d'exécution extérieurs	2 877,0	2 954,5	(77,5)	1 245,0	1 285,0	(40,0)	**4 122,0**	**4 239,5**	**(117,5)**
Total partiel, III	**12 312,8**	**11 218,9**	**1 093,9**	**8 548,2**	**8 826,1**	**(277,9)**	**20 861,0**	**20 045,0**	**816,0**
Récapitulatif (I + II + III)									
Fonds d'affection générale									
Postes	33 708,7	32 885,4	823,3	6 799,4	6 529,7	269,7	**40 508,1**	**39 415,1**	**1 093,0**
Objets de dépense autres que les postes	7 782,2	6 508,3	1 273,9	1 707,8	2 133,2	(425,4)	**9 490,0**	**8 641,5**	**848,5**
Fonds d'affectation spéciale	144 827,0	147 584,6	(2 757,6)	64 954,6	64 278,2	676,4	**209 781,6**	**211 862,8**	**(2 081,2)**
Agents d'exécution extérieurs	2 877,0	2 954,5	(77,5)	1 245,0	1 285,0	(40,0)	**4 122,0**	**4 239,5**	**(117,5)**
Total (I + II + III)	**189 194,9**	**189 932,8**	**(737,9)**	**74 706,8**	**74 226,1**	**480,7**	**263 901,7**	**264 158,9**	**(257,2)**

Tableau 5

Récapitulatif des dépenses d'appui aux programmes par agent d'exécution et par source de financement

(En dollars des États-Unis)

	Dépenses au titre des programmes			*Dépenses d'appui aux programmes*									
				Partenaires d'exécution				*ONUDC*				**Total**	
	Fonds d'affectation générale	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	**Montant**	**Pourcentage**
I. Dépenses d'appui aux programmes (dépenses des projets)													
A. Exécution : ONUDC													
1. Programme de lutte contre la drogue	2 435 083	49 773 845	**52 208 928**		–	–	–		6 201 052	**6 201 052**	11,9	**6 201 052**	**11,9**
2. Programme de lutte contre le crime	–	40 449 819	**40 449 819**		98 397	**98 397**	0,2	–	2 910 904	**2 910 904**	7,2	**3 009 301**	**7,4**
Total A	**2 435 083**	**90 223 664**	**92 658 747**	**–**	**98 397**	**98 397**	**0,1**	**–**	**9 111 956**	**9 111 956**	**9,8**	**9 210 353**	**9,9**
B. Exécution/appui : partenaires													
1. Programme de lutte contre la drogue													
a) Fondation Aga Khan		(964)	**(964)**	–	(72)	**(72)**	7,5	–	(53)	**(53)**	5,5	**(125)**	**13,0**
b) Centre européen de recherche et politique du bien-être social		209 396	**209 396**	–	13 611	**13 611**	6,5	–	13 611	**13 611**	6,5	**27,222**	**12,9**
c) FAO		2 961 197	**2 961 197**	–	267 645	**267 645**	9,0	–	117 310	**117 310**	3,9	**384,955**	**12,9**
d) OIT		348 765	**348 765**	–	34 877	**34 877**	10,0	–	10 463	**10 463**	3,0	**45,340**	**13,0**
e) Pro Bienestar de la Familia		69 737	**69 737**	–	2 091	**2 091**	3,0	–	6 974	**6 974**	10,0	**9,065**	**13,0**
f) PNUD	72 339	57 733 246	**57 805 585**	267 966	1 496 128	**1 764 094**	3,1		5 407 851	**5 407 851**	9,4	**7,171,945**	**12,4**
g) UNOPS	(73 987)	9 994 849	**9 920 862**		744 065	**744 065**	7,5		545 647	**545 647**	5,4	**1,289,712**	**12,9**
h) Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants		404 055	**404 055**	–	–	**–**	–	–	37 981	**37 981**	9,4	**37,981**	**9,4**
i) Organisation mondiale des douanes		570 690	**570 690**	–	60 076	**60 076**	10,5	–	14 114	**14 114**	2,5	**74,190**	**13,0**
j) OMS		166 738	**166 738**	–	21 675	**21 675**	13,0	–	–	**–**	–	**21,675**	**13,0**

	Dépenses au titre des programmes			*Dépenses d'appui aux programmes*									
				Partenaires d'exécution				*ONUDC*				**Total**	
	Fonds d'affectation générale	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	**Montant**	**Pour-centage**
k) Bureau mondial du scoutisme		7 090	**7 090**	–	567	**567**	8,0	–	355	**355**	5,0	**922**	**13,0**
Total B.1	**(1 647)**	**72 464 799**	**72 463 151**	**267 966**	**2 640 663**	**2 908 629**	**4,0**	**–**	**6 154 253**	**6 154 253**	**8,5**	**9 062 882**	**12,5**
2. Programme de lutte contre le crime													
a) PNUD	–	10 878 888	**10 878 888**	–	262 369	**262 369**	2,4	–	996 713	**996 713**	9,2	**1 259 081**	**11,6**
b) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes	–	66 120	**66 120**	–	1 983	**1 983**	3,0	–	2 479	**2 479**	3,7	**4,462**	**6,7**
c) UNOPS	–	12 631 081	**12 631 081**	–	922 272	**922 272**	7,3	–	719 769	**719 769**	5,7	**1 642 041**	**13,0**
Total B.2	**–**	**23 576 089**	**23 576 089**	**–**	**1 186 624**	**1 186 624**	**5,0**	**–**	**1 718 960**	**1 718 960**	**7,3**	**2 905 584**	**12,3**
Total B	**(1 647)**	**96 040 888**	**96 039 241**	**267 966**	**3 827 287**	**4 095 253**	**4,3**	**–**	**7 873 213**	**7 873 213**	**8,2**	**11 968 466**	**12,5**
C. Exécution nationale													
1. Programme de lutte contre la drogue	–	24 811 670	**24 811 670**	–	45 850	**45 850**	0,2	–	1 145 220	**1 145 220**	4,6	**1 191 070**	**4,8**
2. Programme de lutte contre le crime	–	252 310	**252 310**	–	–	**–**	–	–	12 616	**12 616**	5,0	**12 616**	**5,0**
Total C	**–**	**25 063 980**	**25 063 980**	**–**	**45 850**	**45 850**	**0,2**	**–**	**1 157 836**	**1 157 836**	**4,6**	**1 203 686**	**4,8**
D. Total, dépenses d'appui aux programmes (dépenses des projets)													
1. Programme de lutte contre la drogue	2 433 436	147 050 314	**149 483 749**	267 966	2 686 513	**2 954 479**	2,0	–	13 500 526	**13 500 526**	9,0	**16 455 005**	**11,0**
2. Programme de lutte contre le crime	–	64 278 218	**64 278 218**	–	1 285 021	**1 285 021**	2,0	–	4 642 479	**4 642 479**	7,2	**5 927 500**	**9,2**
Total I	**2 433 436**	**211 328 532**	**213 761 968**	**267 966**	**3 971 534**	**4 239 500**	**2,0**	**–**	**18 143 005**	**18 143 005**	**8,5**	**22 382 505**	**10,5**

Tableau 5 (*suite*)

Récapitulatif des dépenses d'appui aux programmes par agent d'exécution et par source de financement

(En dollars des États-Unis)

	Solde des montants alloués[a]			*Dépenses d'appui aux programmes*									
				Partenaires d'exécution				*ONUDC*				**Total**	
	Fonds d'affectation générale	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	**Montant**	**Pourcentage**
II. Dépenses d'appui aux programmes (solde des montants alloués)													
1. Programme de lutte contre la drogue													
a) Centre européen de recherche et politique du bien-être social		3 122	**3 122**						203	**203**	6,5	**203**	**6,5**
b) FAO		93 288	**93 288**						3 732	**3 732**	4,0	**3 732**	**4,0**
c) PNUD	21 924	1 152 504	**1 174 428**						103 578	**103 578**	8,8	**103 578**	**8,8**
d) UNOPS		203 306	**203 306**						11 182	**11 182**	5,5	**11 182**	**5,5**
e) Organisation mondiale des douanes		11 189	**11 189**								–	**0**	–
f) OMS		240 445	**240 445**								–	**0**	–
Total II.1	**21 924**	**1 703 854**	**1 725 778**						**118 695**	**118 695**	**6,9**	**118 695**	**6,9**
2. Programme de lutte contre le crime													
a) PNUD		91 191	**91 191**						9 270	**9 270**	10,2	**9 270**	**10,2**
b) UNOPS		893 170	**893 170**						49 521	**49 521**	5,5	**49 521**	**5,5**
Total II.2		**984 361**	**984 361**						**58 792**	**58 792**	**6,0**	**58 792**	**6,0**
Total II	**21 924**	**2 688 215**	**2 710 139**						**177 487**	**177 487**	**6,5**	**117 583**	**4,3**

Tableau 5 (*fin*)

Récapitulatif des dépenses d'appui aux programmes par agent d'exécution et par source de financement

(En dollars des États-Unis)

	Dépenses des projets et solde des montants alloués			*Dépenses d'appui aux programmes*									
				Partenaires d'exécution				*ONUDC*				**Total**	
	Fonds d'affectation générale	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**	*Pourcentage*	**Montant**	**Pourcentage**
III. Total des dépenses d'appui aux programmes (dépenses des projets et solde des montants alloués)													
1. Programme de lutte contre la drogue	2 455 360	148 754 168	**151 209 527**	267 966	2 686 513	**2 954 479**	2,0	–	13 619 221	**13 619 221**	9,0	**16 573 700**	**11,0**
2. Programme de lutte contre le crime	–	65 262 579	**65 262 579**	–	1 285 021	**1 285 021**	2,0	–	4 701 271	**4 701 271**	7,2	**5 986 292**	**9,2**
Total général	**2 455 360**	**214 016 747**	**216 472 107**	**267 966**	**3 971 534**	**4 239 500**	**2,0**	**–**	**18 320 492**	**18 320 492**	**8,5**	**22 559 992**	**10,4**

[a] Le solde des montants alloués réservé aux partenaires d'exécution correspondant aux montants des obligations non réglées communiqués par les partenaires au 31 décembre 2007.

Notes relatives aux états financiers

Note 1
Objectifs

a) L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est chargé d'aider les États Membres dans la lutte contre les drogues illicites, le crime et le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Les trois axes du programme de travail de l'Office sont : i) la prestation de services normatifs visant à faciliter la mise en œuvre des instruments juridiques internationaux et à les transformer en normes mondiales ainsi qu'à faciliter la négociation d'instruments juridiques internationaux; ii) la réalisation de travaux de recherche et d'analyse visant à mieux faire connaître et comprendre les questions concernant la drogue, le crime et le terrorisme et à mettre davantage de données factuelles à la disposition des responsables en vue de l'élaboration de politiques et de la prise de décisions opérationnelles; et iii) la prestation d'une assistance technique aux États Membres pour les aider à se préparer en vue de la signature et de la ratification d'instruments juridiques internationaux et à mettre en œuvre ces instruments, et d'une assistance en matière législative et de renforcement des capacités nationales notamment dans le domaine des normes multilatérales.

b) Le Fonds du Programme pour le contrôle international des drogues vise principalement à financer des programmes et projets de coopération technique dans le domaine du contrôle des drogues. Le Fonds pour la prévention du crime et la justice pénale vise principalement à financer des programmes et projets de coopération technique dans les domaines de la prévention du crime, de la justice pénale et de la réforme du droit pénal.

Note 2
Principes comptables

a) Normes comptables :

i) Les comptes du Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Fonds du Programme de lutte contre le crime sont tenus conformément au Règlement financier et règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et des normes comptables du système des Nations Unies. Continuité des activités, permanence des méthodes et spécialisation des exercices sont les postulats comptables fondamentaux. Prudence, primauté de la substance sur la forme et importance relative sont les principes qui déterminent le choix et l'application des conventions comptables. Les notes relatives aux états financiers indiquent les principales conventions comptables et les changements qui ont eu une incidence significative. Étant donné que les états financiers consolidés des deux Fonds sont présentés pour la première fois, les montants correspondants de l'exercice précédent ont été retraités (y compris les éliminations), pour les rendre conformes à la nouvelle présentation;

ii) Les comptes sont tenus selon le principe de la comptabilité par fonds. Chaque fonds est considéré comme une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour le Fonds du Programme de lutte

contre la drogue et pour le Fonds du Programme de lutte contre le crime, lesquels sont combinés pour obtenir les états financiers consolidés;

iii) L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte visée dans les normes comptables du système des Nations Unies;

iv) L'exercice est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives. Les états financiers sont établis selon la méthode du coût historique et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services;

v) Les comptes sont tenus et libellés en dollars des États-Unis. Les montants inscrits dans les comptes tenus dans d'autres monnaies sont convertis en dollars des États-Unis au moment des opérations, aux taux de change fixés par l'ONU. L'encaisse, les placements, les contributions annoncées non versées et les soldes débiteurs et créditeurs exprimés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont indiqués en dollars dans les états financiers, leur montant étant converti aux taux de change opérationnels de l'ONU à la date de l'arrêté des comptes;

vi) Les états financiers présentent des fonds distincts à des fins générales ou déterminées. Les fonds à des fins générales sont des ressources non réservées qui servent à financer la direction exécutive et l'administration de l'ONUDC ainsi que les dépenses au titre des programmes et de l'appui aux programmes tant au siège (Vienne) que dans les bureaux extérieurs. Ils servent également à financer des projets et d'autres opérations sur le terrain. Pendant l'exercice biennal 2006-2007, les fonds à des fins générales comprenaient des contributions volontaires non réservées et des ressources au titre de l'appui aux programmes provenant du prélèvement d'un droit sur les activités financées par les contributions à des fins déterminées. Les fonds à des fins déterminées sont des contributions volontaires réservées, qui servent à financer les activités de coopération technique et d'autres activités de fond de l'ONUDC au siège (Vienne) et sur le terrain. À partir de l'exercice biennal 2008-2009, l'ONUDC comptabilisera les recettes au titre de l'appui aux programmes provenant de contributions à des fins déterminées comme une catégorie distincte de fonds. Ces ressources étaient auparavant classées comme fonds à des fins générales. Ce changement a été approuvé par la Commission des stupéfiants et la Commission de la prévention du crime et de la justice pénale dans leurs résolutions 50/14 et 16/6, respectivement;

vii) Le compte du Fonds du Programme de lutte contre le crime comprend un sous-compte pour l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice;

viii) La présentation d'états financiers consolidés pour le Fonds du Programme de lutte contre la drogue et le Fonds du Programme de lutte contre le crime facilite l'examen des activités de l'ONUDC et ne signifie pas que ces Fonds ont été combinés. La consolidation exige l'élimination d'opérations entre les Fonds pour obtenir des montants précis dans la colonne « Total ». Il s'agit d'éliminer les doubles comptabilisations de recettes et de dépenses, de faire les compensations voulues entre les sommes à payer et les sommes à recevoir, et d'ajuster les soldes des fonds. Ces opérations sont présentées, en

lignes et en colonnes des tableaux, sous une rubrique distincte « Éliminations ».

b) Recettes :

i) Conformément au principe du Secrétariat de l'ONU appliqué au Fonds du Programme de lutte contre le crime et en application de la recommandation du Comité des commissaires aux comptes tendant à ce que l'ONUDC comptabilise les contributions sur la base de la comptabilité d'exercice et non plus de la comptabilité de caisse (voir A/61/5/Add.9), les recettes provenant des contributions au Fonds du Programme de lutte contre la drogue et au sous-compte de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice du Fonds du Programme de lutte contre le crime qui étaient auparavant comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse sont maintenant comptabilisées en droits constatés. L'incidence de ce changement est indiquée dans les tableaux 2 et 3 et dans la note 3;

ii) Les contributions volontaires d'États Membres ou d'autres donateurs sont comptabilisées comme recettes sur la base de l'engagement écrit de verser des contributions financières à des moments précis de l'exercice en cours. Les contributions volontaires comprennent des contributions au titre de la participation aux coûts, des recettes provenant d'autres organisations gouvernementales et des dons publics. Les contributions volontaires en nature sont indiquées dans la note 10;

iii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations représentent des allocations versées par des organismes qui souhaitent que l'ONUDC administre des projets ou autres programmes en leur nom;

iv) La part de l'ONUDC dans les dépenses d'appui imputées aux projets et aux activités financés au moyen de fonds à des fins déterminées est portée au crédit des fonds à des fins générales en vue de financer les dépenses d'appui connexes. Ces recettes sont par la suite éliminées pendant la consolidation pour éviter une double comptabilisation, celles-ci étant déjà comptabilisées au titre des contributions à des fins déterminées. Conformément aux principes des Nations Unies régissant les fonds d'affectation spéciale, la part de l'ONUDC dans les recettes au titre de l'appui aux programmes provenant du solde inutilisé des fonds alloués aux partenaires d'exécution est également comptabilisée;

v) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les dépôts bancaires et les revenus des valeurs mobilières et autres titres négociables ainsi que sur les placements de la trésorerie commune. Sont déduites des revenus des placements toutes les pertes subies et toutes les pertes nettes non réalisées sur les placements à court terme. Les fonds à des fins déterminées ou à des fins générales ne sont pas investis séparément car les placements sont réalisés en commun pour en maximiser le revenu. Les intérêts créditeurs perçus sur l'ensemble des placements sont répartis en fonction du solde des fonds à des fins générales et des fonds à des fins déterminées. La part des fonds à des fins déterminées dans les intérêts créditeurs au Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Fonds du Programme de lutte contre le crime est ensuite répartie entre les comptes des projets financés par des fonds à des fins déterminées ou remboursée selon les arrangements financiers avec les

donateurs. Le solde est porté au crédit des fonds à des fins générales. Cette opération est présentée dans les états financiers comme un transfert entre les fonds à des fins générales et les fonds à des fins déterminées;

vi) Les recettes accessoires comprennent les remboursements de dépenses passées en charges au cours d'exercices antérieurs, les économies réalisées sur des engagements d'exercices antérieurs ou l'annulation d'engagements, les gains nets réalisés sur les opérations de change et d'autres recettes diverses.

c) Dépenses :

i) Les dépenses sont imputées sur les crédits ouverts ou sur les autorisations d'engagement de dépenses. Les dépenses engagées directement par l'ONUDC comprennent les engagements non réglés (y compris les ajustements de taux de change découlant de la réévaluation d'engagements de l'exercice en cours) et les décaissements. Les dépenses engagées par les partenaires d'exécution comprennent les décaissements que ceux-ci ont effectués au nom de l'ONUDC;

ii) Jusqu'en 2005, les engagements déclarés par les partenaires d'exécution étaient comptabilisés comme des dépenses au titre du Fonds du Programme de lutte contre la drogue. Conformément aux principes comptables du Secrétariat de l'ONU, depuis le 1er janvier 2006, les engagements déclarés par les partenaires d'exécution ne sont plus comptabilisés comme des dépenses. L'incidence de ce changement est indiquée dans la note 3;

iii) L'ONUDC prélève un droit de 13 % au maximum au titre de l'appui à l'exécution des programmes et projets. En cas d'exécution conjointe avec un partenaire, ce droit est partagé avec celui-ci, le montant global ne dépassant pas 13 %. Les montants versés aux partenaires d'exécution au titre de l'appui aux programmes pendant l'exercice biennal dans le cadre de cet arrangement sont imputés aux dépenses relatives aux programmes dans les états financiers car ils constituent une sortie de fonds de l'ONUDC. Les dépenses d'appui aux programmes retenues par l'ONUDC au titre de cet arrangement sont ensuite éliminées dans la colonne « Éliminations » pour éviter une double comptabilisation avec les dépenses effectives d'appui aux programmes;

iv) Les dépenses engagées pour l'achat de biens durables sont imputées au budget de l'exercice au cours duquel ces biens ont été acquis et ne sont pas portées en immobilisation. L'inventaire de ces biens est établi au coût historique (voir note 9).

d) Actif :

i) L'encaisse et les dépôts à terme sont les fonds déposés dans des comptes à vue ou dans des comptes bancaires portant intérêts détenus par le siège de l'ONUDC et les bureaux extérieurs. L'encaisse comprend aussi les avances de fonds et la petite caisse dans les bureaux extérieurs, à l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique;

ii) La trésorerie commune comprend les dépôts à vue et à terme et les placements à court terme et à long terme ainsi que les revenus cumulés de ces placements, qui sont gérés centralement par l'ONU pour le compte des bureaux hors Siège. Les placements comprennent les valeurs mobilières et

autres titres négociables achetés par l'ONUDC pour générer des recettes. Les placements à court terme sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur du marché, le montant le plus bas étant retenu; les placements à long terme sont comptabilisés au prix coûtant. Le prix coûtant s'entend de la valeur nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission non amortie. La part du Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Fonds du Programme de lutte contre le crime dans la trésorerie commune du compte des bureaux hors Siège est indiquée dans les états de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds, au bas desquels figure une note donnant sa composition et la valeur de réalisation des placements;

iii) Les soldes interfonds, qui représentent le résultat des opérations effectuées entre différents fonds, sont compris à la fois dans les montants dus au Fonds général de l'ONU et dans ceux dus par celui-ci. Ils tiennent également compte des opérations effectuées directement avec le Fonds général. Ils font périodiquement l'objet d'un règlement;

iv) Les soldes débiteurs comprennent les contributions à recevoir, les soldes interfonds à recevoir, les avances aux partenaires d'exécution, les charges comptabilisées d'avance et d'autres sommes à recevoir;

v) Les charges comptabilisées d'avance comprennent normalement les dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputées à l'exercice considéré et qui seront imputées sur un exercice ultérieur. Ce poste comprend notamment les engagements prévisionnels approuvés pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 106.7. Ces engagements sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère permanent, ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;

vi) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la fraction des avances sur les indemnités pour frais d'études qui est censée couvrir l'année scolaire ou universitaire écoulée à la date de l'état financier est inscrite comme charge comptabilisée d'avance. Le montant total des avances demeure comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires tant que ceux-ci n'ont pas produit les justificatifs requis, après quoi les avances sont imputées au compte budgétaire approprié et régularisées.

e) Passif :

i) Les engagements prévisionnels non acquittés sont présentés comme des engagements non réglés. Les engagements restent valables pour 12 mois à compter de la fin de l'exercice biennal concerné;

ii) Les soldes créditeurs comprennent les avances à verser aux partenaires d'exécution, les soldes créditeurs interfonds, les provisions et les autres sommes à payer;

iii) Les recettes comptabilisées d'avance comprennent les contributions annoncées pour des exercices à venir, lorsque l'année dans laquelle les contributions seront acquittées est expressément précisée;

iv) Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite, à savoir l'assurance maladie à la cessation de service, le paiement du reliquat de jours de congé annuel et les indemnités de

rapatriement, sont comptabilisés en tant qu'éléments du passif dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes de fonds, conformément aux principes comptables de l'ONU et à la résolution 60/255 de l'Assemblée générale relative au droit à des prestations d'assurance maladie après la cessation de service (note 5);

v) L'ONUDC fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer le versement des pensions de retraite et des prestations de décès, d'invalidité ou autres. Le régime des pensions du personnel des Nations Unies est un régime par capitalisation à prestations définies. L'ONUDC est tenu de verser des cotisations à la Caisse au taux fixé par l'Assemblée générale. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, il doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Au 31 décembre 2007, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué ces dispositions.

f) Réserves et soldes des fonds :

i) Les ajustements au titre d'exercices antérieurs comprennent les ajustements aux recettes et aux dépenses d'exercices antérieurs ainsi que la passation par pertes et profits et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (note 3);

ii) Les changements aux provisions et aux réserves indiquent les mouvements de trésorerie, les réserves pour l'ouverture de crédits et les réserves de fonctionnement;

iii) Les virements d'un fonds à un autre sont effectués conformément aux conditions arrêtées avec les donateurs;

iv) Les fonds remboursés aux donateurs sont les montants excédant les ressources nécessaires à l'exécution de projets donnés et qui sont retournés aux donateurs conformément aux conditions arrêtées dans les accords de financement;

v) Une réserve opérationnelle a été créée par la Commission des stupéfiants au titre du Fonds du Programme de lutte contre la drogue. Constituée aux fins des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite, elle fait l'objet d'ajustements appropriés (notes 5 et 6);

vi) Les réserves pour l'ouverture de crédits sont constituées pour couvrir les allocations budgétaires inutilisées et les soldes des fonds de roulement avancés aux partenaires d'exécution.

g) Récapitulatif des principaux changements apportés aux principes comptables :

On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des principaux changements apportés aux principes comptables afin de mettre les états financiers du Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Fonds du Programme de lutte contre le crime en conformité avec les principes comptables des Nations Unies (l'incidence de ces changements est indiquée dans les notes 3 et 5 à 7).

Changements apportés aux principes comptables	*Fonds pour lesquels les changements ont été mis en œuvre à compter du 1er janvier 2006*
Les contributions sont désormais comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice et non plus de la comptabilité de caisse (note 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue et Fonds du Programme de lutte contre le crime Sous-compte de l'UNICRI
Les contributions non acquittées de la Commission européenne ne sont plus comptabilisées comme contributions annoncées et les contributions annoncées ainsi comptabilisées ont été annulées (tableau 3 et note 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue et Fonds du Programme de lutte contre le crime
Les engagements non réglés indiqués par les partenaires d'exécution ne sont pas comptabilisés comme des dépenses (note 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue
La part de l'ONUDC dans les dépenses d'appui aux programmes est comptabilisée dans le solde des allocations des partenaires d'exécution (note 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue
Les recettes ne sont comptabilisées d'avance que lorsque l'année au cours de laquelle les contributions seront acquittées est expressément indiquée (tableaux 2 et 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue et Fonds du Programme de lutte contre le crime
Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite sont comptabilisés en tant qu'éléments du passif dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes de fonds (notes 5 et 6).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue et Fonds du Programme de lutte contre le crime
Les réserves pour l'ouverture de crédits sont constituées pour couvrir les allocations budgétaires inutilisées et les soldes des fonds de roulement avancés aux partenaires d'exécution (note 3).	Fonds du Programme de lutte contre la drogue

Note 3
Effet des changements des conventions comptables et ajustements sur exercices antérieurs

a) L'alignement du Fonds du Programme de lutte contre la drogue sur les principes comptables de l'ONU appliqués au Fonds du Programme de lutte contre le crime [voir note 2 b) i)], qui consistent à comptabiliser désormais les contributions en droits constatés et non plus selon la méthode de la comptabilité de caisse, se traduit par une augmentation des recettes au titre des contributions pour l'exercice biennal 2006-2007, une augmentation nette des recettes sur exercices antérieurs, une augmentation des contributions à recevoir et une augmentation des recettes comptabilisées d'avance. La différence entre les montants comptabilisés sur la base

de l'exercice et ceux qui auraient été enregistrés sur la base de la caisse est résumée dans le tableau ci-après :

(En dollars des États-Unis)

Description	*Comptabilité en droits constatés*	*Comptabilité de caisse*	*Effet net*
Recettes provenant des contributions	225 495 383	215 146 036	Augmentation de 10 349 347
Ajustement des soldes des fonds au titre des recettes sur exercices antérieurs	26 263 154	–	Augmentation nette de 26 263 154
Contributions à recevoir	123 326 092	–	Augmentation de 123 326 092
Gains au titre des réévaluations	7 468 946	–	Augmentation de 7 468 946
Recettes comptabilisées d'avance	79 244 646	–	Augmentation de 79 244 646

b) L'ajustement du solde du Fonds du Programme de lutte contre la drogue (26 263 154 dollars) est le résultat net : i) d'une augmentation des recettes sur exercices antérieurs (26 749 861 dollars) (constatation d'annonces de contribution d'exercices antérieurs); et ii) d'une diminution des recettes sur exercices antérieurs (486 708 dollars) correspondant à des contributions annoncées pour 2006, qui ont été reçus d'avance et comptabilisés en recettes dans les comptes de l'exercice 2004-2005 (tableau 2).

c) Pour se conformer aux méthodes comptables de l'ONU, depuis 2006 le Fonds du Programme de lutte contre la drogue ne comptabilise pas en dépenses les engagements non réglés signalés par les partenaires d'exécution. Après retraitement des chiffres de l'exercice biennal 2004-2005, on a la situation suivante : les engagements non réglés (1 356 134 dollars) signalés par les partenaires d'exécution au 31 décembre 2005 ne sont pas comptabilisés en dépenses de l'exercice biennal 2004-2005 et une réserve du même montant est créée pour couvrir les décaissements futurs.

d) Les ajustements sur exercices antérieurs du Fonds du Programme de lutte contre la drogue comprennent : 750 dollars d'économies suite à un engagement soldé, signalé par un partenaire d'exécution; 456 dollars correspondant à une correction apportée au montant des dépenses de l'exercice biennal 2004-2005; et 16 dollars correspondant à une correction des engagements non réglés pour l'exercice 2004-2005.

e) Pour se conformer aux conventions comptables de l'ONU, on a créé une réserve de 1 725 778 dollars dans le Fonds du Programme de lutte contre la drogue pour couvrir les crédits alloués à des partenaires d'exécution et non dépensés au 31 décembre 2007. La part du Fonds dans les dépenses d'appui au programme (118 695 dollars) est comptabilisée en tant que recettes et dépenses au titre de l'appui au programme.

f) Le Fonds du Programme de lutte contre le crime a réduit son solde en passant par profits et pertes un solde de 9 868 dollars sur les annonces de contributions de l'Allemagne, avec l'approbation du Contrôleur des Nations Unies, et un solde 56 dollars sur les annonces de contributions des Pays-Bas. Le Fonds du

Programme de lutte contre le crime a également corrigé ses recettes sur exercices antérieurs d'un montant de 164 964 dollars; ce montant avait été constaté d'avance, par erreur, en 2005.

g) Conformément aux conventions comptables de l'ONU, ni le Fonds du Programme de lutte contre la drogue ni celui du Programme de lutte contre le crime ne comptabilisent en recettes ou en sommes à recevoir les montants dus par la Commission européenne et non versés, dans la mesure où ces montants sont soumis à des conditions qui ne sont pas encore remplies. Avant 2006, le Fonds du Programme de lutte contre le crime enregistrait comme annonces de contribution les paiements dus par la Commission, dont le solde au 1er janvier 2006 s'élevait à 17 753 432 dollars; sur ce montant, 16 771 930 dollars avaient été constatés d'avance en 2005 et le solde du Fonds du Programme de lutte contre le crime a été ajusté d'un montant de 797 435 dollars (recettes) et de 184 067 dollars (gains) constatés en 2005.

h) Les autres ajustements sur exercices antérieurs comptabilisés dans le Fonds du Programme de lutte contre le crime comprennent un montant de 179 962 dollars correspondant à des intérêts créditeurs de l'exercice biennal précédent qui ont été inscrits en sommes à payer du fait qu'ils doivent être restitués aux donateurs conformément aux accords de financement pertinents, et un montant de 14 783 dollars correspondant à des recettes sur exercices antérieurs qui ont été remboursés au Fonds du Programme de lutte contre la drogue.

i) L'alignement des conventions comptables appliquées au sous-compte de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) du Programme sur le crime sur les principes comptables appliqués au Fonds du Programme sur le crime, notamment l'harmonisation de la comptabilisation des contributions selon le principe de la comptabilité en droits constatés et non plus de la comptabilité de caisse, conformément aux principes comptables des Nations Unies [voir note 2 b) i)], se traduit par une augmentation, en 2006-2007, des recettes provenant des contributions, une augmentation nette des recettes sur exercices antérieurs, une augmentation des contributions à recevoir et une augmentation des recettes comptabilisées d'avance. La différence entre les montants comptabilisés selon le principe de la comptabilité en droits constatés et ceux qui auraient figuré dans les comptes si on avait continué d'appliquer le principe de la comptabilité de caisse est résumée dans le tableau ci-après :

(En dollars des États-Unis)

Description	*Comptabilité en droits constatés*	*Comptabilité de caisse*	*Effet net*
Recettes provenant des contributions	14 434 117	12 970 182	Augmentation de 1 463 935
Ajustement des soldes des fonds au titre des recettes sur exercices antérieurs	16 576	–	Augmentation nette de 16 576
Contributions à recevoir	3 473 018	–	Augmentation de 3 473 018
Gains au titre des réévaluations	476 315	–	Augmentation de 476 315
Recettes comptabilisées d'avance	1 516 192	–	Augmentation de 1 516 192

j) L'ajustement de 16 576 dollars du sous-compte de l'UNICRI et du solde du Fonds du Programme de lutte contre le crime représente des recettes sur exercices antérieurs d'un montant de 15 225 dollars et des gains nets sur exercices antérieurs de 1 350 dollars correspondant à des contributions annoncées pour 2005 et qui ont été perçues en 2006.

k) Les états financiers de l'exercice 2004-2005 sont retraités pour bien faire apparaître les ajustements apportés aux soldes du Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Fonds du Programme de lutte contre le crime.

Note 4
État des avances de fonctionnement consenties ou dues aux partenaires d'exécution

(En dollars des États-Unis)

Partenaires d'exécution	*Avances de fonctionnement consenties aux partenaires d'exécution au 31 décembre 2007*	*Avances de fonctionnement dues aux partenaires d'exécution au 31 décembre 2007*
Organisme des Nations Unies		
Département des affaires économiques et sociales	188 481	
FNUAP	8 433	–
PNUD	7 602 207	–
Siège de l'ONU	317	
UNOPS	102 591	(869 822)
Institutions spécialisées des Nations Unies		
BIT	2 052	–
FAO	–	(440 632)
OMI	6 763	–
OMS	84 370	–
Organisations intergouvernementales		
Centre européen de recherche en politique sociale	30 069	–
Organisation mondiale des douanes	25 504	–
Union africaine	–	(61 161)
Organisations non gouvernementales		
Comité d'ONG sur les drogues (Vienne)	–	(86 155)
Gruppo di Volontario Civile	62 974	
Norwegian Church Aid	–	–
Pro Bienestar de la Familia	11 822	–
Total	**8 125 582**	**(1 457 770)**

Note 5
Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite

a) À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent les conditions requises sont en droit de demander à bénéficier du régime d'assurance maladie après la cessation de service. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2007 ont été calculés sur la base d'une évaluation actuarielle demandée par le Siège de l'ONU et représentent la valeur actuelle des engagements au titre des prestations accumulées par les fonctionnaires entre la date de leur entrée en fonctions et la date de l'évaluation, déduction faite des cotisations qu'ils verseront en tant que retraités. Ces charges sont estimées à 11 846 000 dollars pour le Fonds du Programme de lutte contre la drogue et à 1 963 000 dollars pour le Fonds du Programme de lutte contre le crime et figurent dans les états financiers conformément aux principes comptables des Nations Unies et à la résolution 60/255 de l'Assemblée générale.

b) Depuis l'exercice 2006-2007, les charges à payer à la cessation de service pour tout le personnel permanent financé par des fonds d'affectation générale sont comptabilisées en tant qu'éléments du passif dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds. Ces charges couvrent la prime de rapatriement et le paiement des jours de congé annuel accumulés à concurrence de 60 jours et concernent tout le personnel permanent financé par des fonds d'affectation générale au 31 décembre 2007.

c) Les charges à payer à la cessation de service pour le personnel permanent financé par des fonds d'affectation générale et appartenant au Fonds du Programme de lutte contre la drogue et au Fonds du Programme de lutte contre le crime ont été calculées sur la base de l'application de la disposition 109 du Règlement du personnel aux postes autorisés dans le budget consolidé du PNUCID pour l'exercice biennal 2006-2007 (administrés tant au Siège de Vienne que dans les bureaux extérieurs).

d) Pour le personnel de projet, les prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite autres que la prime de rapatriement sont prévues au budget des projets au titre desquels ces agents sont rémunérés et les frais effectivement encourus pendant chaque exercice sont comptabilisés en tant que dépenses de l'exercice.

e) Une provision pour prime de rapatriement est constituée sur la base de 8 % du traitement de base net pour le personnel remplissant les conditions voulues et dont la rémunération est couverte par le Fonds du Programme de lutte contre la drogue et le Fonds du Programme de lutte contre le crime. Les montants dus et les versements effectués sont inscrits aux comptes prime de rapatriement des fonds. Les charges à payer au titre des primes de rapatriement au 31 décembre 2007 sont de 3 250 553 dollars pour le Fonds du Programme de lutte contre la drogue et de 491 828 dollars pour le Fonds du Programme de lutte contre le crime. Ces montants sont comptabilisés en tant que prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds.

f) En ce qui concerne le Fonds du Programme de lutte contre la drogue, le montant total des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la

retraite comptabilisé dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds est de 15 710 690 dollars (y compris la prime de rapatriement). Sur ce total, 12 millions de dollars peuvent être couverts par la réserve et sont maintenant inscrits au passif. Un montant de 3 250 553 dollars sera financé au moyen de la provision constituée au titre de la prime de rapatriement. Le reste (460 138 dollars) est imputé sur le solde du fonds d'affectation générale. Le reclassement des prestations dues au titre de l'assurance maladie et autres prestations dues après la cessation de service a été signalé à la Commission des stupéfiants dans le document E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18.

g) En ce qui concerne le Fonds du Programme de lutte contre le crime, le montant total des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite comptabilisé dans l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds est de 3 046 982 dollars (y compris la prime de rapatriement). Sur ce total, 491 828 dollars seront financés au moyen de la provision constituée au titre de la prime de rapatriement, 572 479 dollars seront inscrits en dépenses de l'exercice et 1 982 675 dollars seront imputés sur le solde du Fonds. L'utilisation du solde du Fonds pour couvrir ces obligations a été signalée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans le document E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18.

h) Les prestations totales dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite et leur financement sont présentés dans le tableau ci-après :

(En dollars des États-Unis)

	Programme de lutte contre la drogue	*Programme de lutte contre le crime*	*UNICRI (sous-compte)*	**Total**
Prestations dues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service	11 846 000	992 000	971 000	**13 809 000**
Prestations dues à la cessation de service	2 283 090	282 351	618 184	**3 183 625**
Prime de rapatriement	1 581 600	151 509	31 938	**1 765 047**
Total	**15 710 690**	**1 425 859**	**1 621 123**	**18 757 672**
Financement au moyen de la provision pour prime de rapatriement	3 250 552	316 733	175 095	**3 742 380**
Financement au moyen de réserves	12 000 000	–	–	**12 000 000**
Financement au moyen des soldes des fonds	460 138	996 670	986 005	**2 442 813**
Financement au moyen des dépenses de l'exercice	–	112 456	460 023	**572 479**

Note 6
Réserve opérationnelle

a) Jusqu'en 1995, le Fonds du Programme de lutte contre la drogue conservait une réserve opérationnelle de 15 % du montant des dépenses annuelles (ajusté compte tenu des dépenses d'appui aux programmes). Ce montant s'élevait à 9 486 700 dollars (3 446 200 dollars provenant du fonds d'affectation générale et 6 040 500 dollars du fonds d'affectation spéciale) au 31 décembre 1995. Sur la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et

budgétaires (voir E/CN.7/1997/10), cet arrangement a été revu en 1996 et, dans sa résolution 6 (XL), la Commission des stupéfiants a approuvé la création d'une réserve globale d'un montant de 12 millions de dollars (11,5 millions de dollars provenant du solde des fonds d'affectation générale et 500 000 dollars provenant de la réserve pour l'appui aux programmes). La réserve a été calculée de manière à couvrir des dépenses de liquidation telles que les prestations dues à la cessation de service, les fluctuations de trésorerie, les déficits et les coûts non prévus. Au 31 décembre 2005 (voir A/61/5/Add.9), la réserve de 12 millions de dollars devait permettre de faire face aux éléments suivants : i) prestations dues à la cessation de service (moins la provision pour prime de rapatriement), calculées sur la base d'une liquidation totale pour un montant de 7 444 833 dollars; ii) assurance maladie après la cessation de service, pour un montant de 1 351 170 dollars; et iii) un solde de 3 203 997 dollars destiné à couvrir les déficits imprévus, les fluctuations de trésorerie, les coûts non prévus et les autres imprévus.

b) D'après les instructions reçues du Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, il est contraire aux conventions comptables de l'ONU de prévoir un financement de la liquidation avant qu'il ne soit établi que le mandat de l'ONUDC va s'achever. À cet égard, la réserve de 12 millions de dollars a été reclassée de manière à couvrir les charges liées à l'assurance maladie après la cessation de service et les prestations dues à la cessation de service. Le reclassement de ces éléments de la réserve a été signalé à la Commission des stupéfiants dans le document E/CN.7/2007/17-E/CN.15/2007/18.

Note 7
Réserves et soldes des fonds

a) Les recettes afférentes à des exercices ultérieurs sont constatées d'avance uniquement lorsque les documents relatifs à une annonce de contribution spécifient clairement l'exercice auquel se rapporte la contribution. En conséquence, les contributions annoncées et non acquittées qui ne sont pas comptabilisées d'avance et les excédents d'exploitation effectifs s'accumulent dans les soldes des fonds.

b) L'évolution nette des réserves et des soldes du Fonds du Programme de lutte contre la drogue en 2007 et les engagements prévisionnels imputables sur ces soldes sont récapitulés ci-après.

(En dollars des États-Unis)

Évolution des réserves et des soldes des fonds	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**
Réserves et soldes des fonds au 1er janvier 2006	18 420 836	55 408 972	**73 829 808**
Ajustements sur exercices antérieurs	453 489	27 166 987	**27 620 476**
Réserves et soldes des fonds recalculés au 1er janvier 2006	18 874 325	82 575 959	**101 450 284**
Évolution nette en 2006-2007 (état III)	(2 515 508)	49 507 594	**46 992 086**
Montant total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2007	16 358 817	132 083 553	**148 442 370**
Engagements au titre de l'appui et des projets en cours	16 358 817	132 083 553	**148 442 370**
Solde au 31 décembre 2007, disponible pour de futures activités de programme	–	–	**–**

c) L'évolution nette des réserves et des soldes des fonds du Fonds du Programme de lutte contre la drogue au cours de l'exercice biennal 2006-2007 et les engagements prévisionnels imputables sur ces soldes sont récapitulés ci-après :

(En dollars des États-Unis)

Évolution des réserves et des soldes des fonds	*Fonds d'affectation générale*	*Fonds d'affectation spéciale*	**Total**
Réserves et soldes des fonds au 1er janvier 2006	5 525 278	66 266 083	**71 791 361**
Ajustements sur exercices antérieurs	(44 485)	(959 878)	**(1 004 363)**
Réserves et soldes des fonds recalculés au 1er janvier 2006	5 480 793	65 306 205	**70 786 998**
Évolution nette en 2006-2007 (état III)	(513 588)	37 776 778	**37 263 190**
Montant total des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2007	4 967 205	103 082 983	**108 050 188**
Engagements au titre de l'appui et des projets en cours	4 967 205	103 082 983	**108 050 188**
Solde au 31 décembre 2007, disponible pour de futures activités de programme	–	–	**–**

Note 8
Déficits de trésorerie

Les contributions à des fins déterminées destinées au financement d'activités de projet sont traitées comme des fonds d'affectation spéciale ou des comptes de projet. Les informations relatives à la répartition de ces fonds entre les différentes activités prévues dans les projets sont communiquées séparément aux donateurs. Le solde consolidé indiqué dans les états correspond donc à une série de fonds d'affectation spéciale ou de comptes de projet. Dans certains cas, lorsque les dépenses excèdent les encaissements et les intérêts échus, les soldes sont négatifs. Dans le cas du Fonds du Programme de lutte contre la drogue, les déficits sont financés à l'aide d'avances prélevées sur le fonds de roulement et sont couverts par des contributions à des fins déterminées annoncées mais non encore versées. Les déficits du Fonds du Programme de lutte contre la drogue sont présentés en détail ci-après.

(En dollars des États-Unis)

Donateurs	*Numéro du projet*	*Soldes de trésorerie*	*Contributions annoncées et non versées*
Australie	RASF73	(133 392)	165 204
Banque mondiale	GLOE69	(90 000)	90 000
Bolivie	BOLD80	(81 423)	220 562
Brésil	BRAD32	(7 062)	150 316
Canada	GLOC09, GLOG80, GLOH92, GLOI71, GLOJ37, PERD06, PAKU13, RERE29	(739 788)	3 190 621
Commission européenne	RAF/E13	(74 699)	74 699

Donateurs	*Numéro du projet*	*Soldes de trésorerie*	*Contributions annoncées et non versées*
États-Unis	KYRG64, PERD06,PERG34, TAJH03, TKMI78	(798 227)	4 907 191
France	GLOC09	(7 287)	7 289
Italie	COLI21	(299 388)	928 031
Luxembourg	CAMH90	(150 213)	594 752
Pays-Bas	ROMJ19	(83 709)	2 915 451
Pérou	PERD04	(21 258)	21 258
Total		**(2 486 446)**	**13 265 374**

Note 9
Biens durables

Conformément aux conventions comptables de l'ONU, les biens durables ne sont pas comptabilisés comme immobilisations de l'Organisation mais sont imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice au cours duquel ces biens ont été acquis. Le tableau ci-après fournit des informations sur l'emplacement, le mouvement et l'état des biens durables au 31 décembre 2007.

(En dollars des États-Unis)

Emplacement des biens durables	*Au 31 décembre 2005*	*Acquisitions 2006-2007*	*Cessions et ajustements[a] 2006-2007*	**Total au 31 décembre 2007**
Siège				
Matériel pour les projets				
PNUCID	1 005 833	82 825	(108 093)	**980 565**
Matériel de bureau				
Programme de lutte contre la drogue	1 015 611	190 172	285 061	**1 490 844**
Programme de lutte contre le crime	76 074	30 905	99 764	**206 743**
UNICRI (Programme de lutte contre le crime)	182 012	98 207	(29 705)	**250 514**
Total partiel	**2 279 530**	**402 109**	**247 027**	**2 928 666**
Bureaux de pays				
Matériel pour les projets				
Programme de lutte contre la drogue	10 804 102	8 612 079	(6 902 388)	**12 513 793**
Programme de lutte contre le crime	136 257	3 502 627	(208 901)	**3 429 983**
Matériel de bureau				
Programme de lutte contre la drogue	2 807 676	863 128	(380 341)	**3 290 463**
UNICRI (Programme de lutte contre le crime)	250 334	19 623	(430)	**269 527**
Total partiel	**13 998 369**	**12 997 457**	**(7 492 060)**	**19 503 766**
Total	**16 277 899**	**13 399 566**	**(7 245 033)**	**22 432 432**

[a] Dont les ajustements résultant de la prise en compte des articles spéciaux d'une valeur supérieure à 500 dollars, conformément à l'Instruction administrative ST/AI/2003/5.

Note 10
Contributions volontaires en nature

Les Fonds du Programme de lutte contre la drogue et du Programme de lutte contre le crime ont reçu non seulement des contributions en espèces mais aussi des contributions volontaires en nature dont le montant pour l'exercice biennal 2006-2007 est estimé à 22 603 358 dollars. La plupart de ces contributions s'inscrivent dans le cadre de projets et ont été versées sur place. Conformément au paragraphe 35 des normes comptables du système des Nations Unies, ces contributions sont comptabilisées à la valeur attribuée par le donateur, sauf si celle-ci s'écarte sensiblement du résultat obtenu en utilisant d'autres indicateurs auxquels le PNUCID a accès, par exemple les tarifs pratiqués sur le marché. La conversion en dollars des États-Unis se fait au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU à la date à laquelle la contribution a été reçue, sauf dans les cas où le montant indiqué en monnaie locale s'écarte sensiblement de la valeur marchande réelle. Les contributions en nature sont présentées plus en détail dans le tableau ci-après.

(En dollars des États-Unis)

Fonds bénéficiaire	*2006*	*2007*	**Total**
Programme de lutte contre le crime	884 501	149 967	**1 034 468**
UNICRI (Programme de lutte contre le crime)	557 025	625 692	**1 182 717**
Programme de lutte contre la drogue	11 399 039	8 957 043	**20 356 082**
Programme de lutte contre la drogue et Programme de lutte contre le crime		30 091	**30 091**
Total	**12 840 565**	**9 762 793**	**22 603 358**

08-43231 (F) 031008 041008